

Workers bulltinen

English, Germany, French and Swedish

**A Campaign for Freedom of Reza Shahabi
& All Imprisoned Workers in Iran!**



**Standing firm for Freedom of Reza Shahabi
& All Imprisoned Workers!**

Solidarity Committees Abroad

nhkommittehmahangi@gmail.com

A Campaign for Freedom of Reza Shahabi & All Imprisoned Workers in Iran!

Aug.13 – sept. 13, 2010

On June 12th, 2010, the capitalist Islamic regime of Iran arrested Reza Shahabi- a member of the board of directors of Tehran & Suburb Bus Company- Sherkat Vahed syndicate. His family and his attorney defense were still left with no information of his whereabouts and conditions.

The anti-worker regime of Iran continues to summon, to detain and incarceration of the workers, labor activists and other social activists as well as their families.

The Solidarity Committees Abroad is calling for a month long campaign for freedom of Reza Shahabi and all other political prisoners in Iran. We call all worker activists, organizations, associations, committees and political parties to actively participate in this campaign, to condemn the Islamic regime and to demand the immediate and unconditional release of all of them. We also seek and demand the support of the workers' organizations worldwide. This support is a crucial step to make this campaign a success. Together, we can push the regime to release all political prisoners.

Free Reza Shahabi, Immediately and Unconditionally!

Solidarity Committees Abroad

nhkommittehmahangi@gmail.com

**Stop
Jailing Labour Activists!**

Standing firm for Freedom of Reza Shahabi & All Imprisoned Workers!

Reza Shahabi, a member of the board of directors of Tehran & Suburb Bus Company- Sherkat Vahed syndicate is still in prison!

On June 13, August Reza Shahabi was kidnapped from his workplace by agents of Islamic Republic of Iran and incarcerated. He is still in Evin prison! Reza has had a serious health condition before his arrest and now his family is deeply concerned about his health as they are left with no access to any news about him so far.

The Solidarity Committees Abroad, as per our previous announcement, has called for a month long campaign to protest the arrest of the worker activists. We have also demanded his immediate release.

Once again, we call on all activists and freedom lovers to protest against the anti- worker and capitalist Islamic regime of Iran and to struggle for the freedom of all political prisoners. We will not rest until Reza Shahabi and all political prisoners are freed!

Long Live Workers' International Solidarity!

Stop Jailing Labour Activists!

Solidarity Committees Abroad

nhkommittehmahangi@gmail.com



Echo d'Iran

Bulletin d'informations sur le mouvement ouvrier en Iran



Septembre 2010 N° 11

La répression contre les militants syndicaux continue

La répression massive sur les militants syndicaux indépendants se poursuit en Iran. Plusieurs dirigeants et militants du mouvement syndical demeurent dans les prisons, d'autres ont fait l'objet d'assignations judiciaires et de licenciements arbitraire et se sont fait virer pour leur activisme syndical. Voici un récit de la répression de l'activisme syndical indépendant dans l'Iran d'aujourd'hui.

Mansour Ossaloo est la porte parole emprisonné du syndicat Vahed, syndicat des travailleurs et chauffeurs de bus de Téhéran et de sa banlieue. Il devait être libéré sous conditionnelle le 1er août 2010, mais une cour de justice a prétexté, pour lui coller une année de prison de plus, qu'il aurait des liens avec les groupes d'opposition illégaux. Cette parodie de procès n'a duré qu'une heure. Lors du procès, Mansour Ossaloo n'a même pas pu voir ses avocats, qui n'avaient pas été informés de la date de l'audience !

Mansour Ossaloo condamné à un an de prison supplémentaire

Mansour Ossaloo a été reconnu coupable d'un nouveau délit la semaine dernière et a été, en l'absence de ses avocats, condamné à un an de prison supplémentaire. Cette nouvelle peine de prison s'appliquera à la fin de la peine de prison qu'il effectue actuellement.

Selon les rapports de Jaras, Mansour Ossaloo, responsable du Syndicat des Travailleurs de la Compagnie de Bus de Téhéran et Banlieue, a été jugé la semaine dernière par la branche N°1 du Tribunal Révolutionnaire de la ville de Karaj.

Lors du jugement, Ossaloo était privé de la présence d'un avocat et ses avocats n'ont même pas été informés qu'il était convoqué au tribunal. Ossaloo souffre de plusieurs maladies en prison, dont une attaque cardiaque, de graves douleurs au dos et un problème à l'œil. Dans le cadre des lois existantes, des médecins désignés par le tribunal ont à trois reprises voté sa libération de prison.

Dans ce numéro :

La répression contre les militants syndicaux continue	1
Mansour Ossaloo condamné à un an de prison	1
solidarité avec les syndicalistes emprisonnés en Iran	2
Déclaration d'un groupe d'ouvriers d'Iran Khodro	4
1 ^{er} Mai en Iran : Les travailleurs descendent dans	5
Communiqué de presse d'Amnesty International	7
Entretien Avec M. Mahmoud Salehi	8



solidarité avec les syndicalistes emprisonnés en iran

Indonésie : Le 8 juin, le syndicat indonésien KPI a organisé une manifestation pour dénoncer les mauvais traitements à l'encontre de Mansour Ossaloo et le récent assassinat de Farzad Kamangar et de quatre autres prisonniers politiques.

Ils ont manifesté devant le ministère des affaires étrangères, l'ambassade d'Iran et l'ambassade des Etats-Unis à Jakarta. Le KPI est membre de la Fédération Internationale des Travailleurs des Transports.



Canada : Les délégués au Congrès de la CSI (Confédération Syndicale Internationale) à Vancouver (Canada) ont participé à l'action d'Amnesty International Canada et Grande Bretagne pour défendre les syndicalistes iraniens emprisonnés le 25 juin 2010•



Communiqué de presse de S.S.T .I.



Pas de nouvelles du syndicaliste incarcéré Reza Shahabi

Il n'y a aucune information sur la situation de Reza Shahabi, membre du bureau exécutif du Syndicat des Transports de Téhéran, incarcéré depuis le 12 juin 2010.

Shahabi a été arrêté sur son lieu de travail le 12 juin 2010. Il a appelé trois fois sa famille avant le 22 juin. Depuis il n'y aucune nouvelle de lui. Lors de sa dernière conversation avec sa famille, il s'est plaint de douleurs au dos et au coup.

Sa famille est très inquiète de sa situation. Sa famille et son avocat ont fait une requête au bureau du procureur et au tribunal des droits civils mais n'ont eu aucune réponse de la part des autorités.

Agissez maintenant! Envoyer un message aux autorités politiques et judiciaires iraniennes et les appeler d'abandonner immédiatement et sans conditions toutes les accusations contre Reza Shahabi.

Vous pouvez aussi envoyer un message à l'ambassade ou à la représentation diplomatique de l'Iran dans votre pays.

(Suite de la page 1) **La répression contre les...**



Ses avocats ont tenté de déposer un appel contre la décision des juges.

Ebrahim Maddadi, Déléguée générale du Syndicat des travailleurs de bus Vahed, reste également en prison. Maddadi purge une peine de 3,5 années.

Reza Shahabi, est le secrétaire-trésorier du Syndicat Vahed. Dans une brève conversation téléphonique avec sa famille, il a appris qu'il aurait une extension supplémentaire de deux mois de plus de son incarcération. Shahabi avait été kidnappé et arrêté le Juin 12 juin 2009 par des agents du ministère des Renseignements et de la Vavak (les RG iraniens) du régime puis mis au secret dans la section 209 de la prison d'Evin. Il a été privé de toute visite familiale depuis et n'a pu avoir que quelques brèves conversations téléphoniques surveillées et contrôlées par les matons avec sa famille.

Saeed Torabian est le mandaté des relations publiques du syndicat Vahed. Il a été libéré contre une caution importante le 19 Juillet, il est depuis confronté à diverses pressions illégales et à des menaces quotidiennes faites par les agents du ministère des Renseignements contre lui et les membres de sa famille.

Le 17 août 2010 Homayoun Jabeti, un militant du Syndicat Vahed a pris un an avec sursis suite à son arrestation lors la manifestations du 1er mai 2009 dans le parc Laleh à Téhéran. Ce jour-là plein d'autres syndicalistes iraniens furent arrêtés.

<< ... Agé de 44 ans, il avait été arrêté suite à une grève des travailleurs de bus en 2005 et a passé plusieurs semaines en prison. Il avait été disciplinairement suspendu pendant quatre ans avant d'être réintégré il y a six mois. Gholamhosseini, marié et père de trois enfants, est parmi les nombreux militants syndicaux du Vahed qui ont été confrontés à la colère et à la haine du régime en raison de leur militantisme syndical.

Plusieurs militants syndicaux comme ceux de la raffinerie du sucre de la Haft Tapeh aussi attendent leur réintégration suite à des mises à pied disciplinaires en raison de leurs activités syndicales.

La répression des militants syndicaux Vahed ne se limite pas à leur intimidation par des coups de téléphone anonymes par des basidjis « milices » ou des agents du ministère de l'intérieur.

Les familles de ces militants sont également sous la pression. On se souvient au mois de juin dernier que la Vavak et des basidjis avaient organisé l'enlèvement et la torture de la belle fille de Mansour Ossaloo. Kidnappée, détenue et battue plusieurs heures durant elle fut relâchée sous un pont à Téhéran enceinte et traumatisée, elle a fait, par suite de ses mauvais traitement, une fausse couche et a perdu son bébé.

On a signalé depuis que plusieurs autres familles de militants du syndicat ont été soumises à de fortes pressions économiques et judiciaires accompagnées de menaces explicites des agents de la Vavak.

Sadigh Karimi et Foad Key-khosravi, des membres actifs du syndicat Assemblée Libre des Travailleurs Iraniens, ont été convoqués une fois de plus devant le tribunal dans la ville de Sanandaj pour le 22 Septembre. Les deux militants avaient déjà été convoqués le 20 juillet devant ce même tribunal.

Déclaration d'un groupe d'ouvriers d'Iran Khodro

Iran Khodro est le plus grande usine de construction d'automobiles d'Iran et du Moyen-Orient.



Iran KHodro

6 décembre 2009

Téhéran

Iran

Collègues ouvriers et amis,

Ces derniers jours, des dizaines d'ouvriers, d'étudiants et de mères en deuil [référence aux mères des jeunes gens tués lors des protestations depuis mois juin et dont plusieurs ont été arrêtées lors d'un rassemblement samedi 5 décembre] ont été arrêtés et emprisonnés. De nombreux de nos collègues et camarades de travail sont en prison. Des dizaines d'étudiants, qui sont nos enfants et nos alliés, sont incarcérés. Des mères ont été détenues. Le gouvernement ferme les yeux devant la réalité et ils arrêtent tous ceux qu'ils veulent. Le pays est sous le joug des forces de sécurité et le peuple n'a même plus le droit de se rassembler dans les parcs publics.

- Dans quel pays est-il illégal de demander le paiement des salaires impayés ?

- Dans quel pays est-il interdit de se balader dans un parc ou de se promener dans les montagnes ?

(Suite de la page 3) La répression contre les...

Rasoul Bodaghi, un membre du conseil d'administration de l'Association Iranienne des Enseignants, a été condamné à six ans de prison et cinq ans de privation de ses activités d'enseignant le 3 août 2010. Il a été condamné à un an de prison pour "propagande contre le régime" et cinq ans de plus pour "tentative de trouble à l'ordre public et mise en danger de la sécurité nationale". Son audience a eu lieu le 14 Juillet 2010. Rasoul Bodaghi est en prison depuis Septembre 2009. Ces nouvelles sentences ont été portées en appel par son avocat. Ali Akbar Baghani et. Lors du principal meeting de la "Maison du Travail" à Téhéran, les travailleurs se sont plaints de leurs conditions. Mahmoud Beheshti Langarudi, qui sont le secrétaire général et le porte-parole de l'Association des Enseignants ont été libérés plus tôt en juillet 2010. Ils sont incarcérés pour certains depuis 63 jours. Mokhtar Assadi, Mohammad Bagheri, Esmael Abdi et Hashem Khastar sont des militants de syndicats d'Enseignants comme Abdolreza Ghanbari, un syndicaliste enseignant incarcéré depuis plusieurs mois et qui a été condamné à la peine de mort. C'est extrêmement inquiétant puisqu'on se rappelle encore de l'exécution par pendaison de Farzad Kamangar, un jeune enseignant et syndicaliste militant le 9 mai 2010 dernier. Behnam Ebrahim-zadeh et Mehdi Farahi-Shandiz sont deux membres de la Commission pour la Formation des Organisations de Travailleurs Libres en Iran. Ils restent détenus au secret. Mehdi Farahi Shandiz est en prison depuis le 1er juillet 2010. Il est l'un des militants syndicaux arrêtés lors de la manifestation du mois de mai 2009 à Téhéran. Il avait été sévèrement passé à tabac lors de son arrestation et subit ensuite la torture dans la prison tristement célèbre de Kahrizak au sud de Téhéran, sous des accusations de « troubles à l'ordre public ». Sa famille n'arrive depuis qu'à avoir très difficilement de ses nouvelles•

1^{er} Mai en Iran : Les travailleurs descendent dans les rues

Les travailleurs sont descendus dans les rues dans plusieurs villes d'Iran pour célébrer la Journée Internationale des Travailleurs et défendre leurs revendications. Malgré la forte présence des forces de sécurité, les travailleurs ont organisé des manifestations dans plusieurs villes.

La ville de Téhéran était transformée en ville fortifiée dès les premières heures de la matinée, avec des forces spéciales, la police, les milices du basidji qui filmaient les rues proches des bureaux du Ministère du Travail où un rassemblement était prévu dans l'après-midi.

Forces de répression dans les rues de Téhéran :

Malgré la présence des forces répressives pour dissuader tout rassemblement, des milliers de personnes sont venues sur les lieux et sont restées vers le bâtiment du ministère pendant environ deux heures.

Plus tôt dans la journée, environ 500 travailleurs se sont rassemblés devant le parlement où ils ont affronté les forces spéciales. On rapporte plusieurs affrontements et on compte plus d'une trentaine de blessés. Les travailleurs marchaient par groupes de 40. Des rapports indiquent qu'un travailleur s'est immolé par le feu devant l'Université de Téhéran en signe de protestation contre Ahmadinejad qui y faisait une visite surprise.

Les étudiants de l'université de Téhéran ont manifesté dans le campus en chantant, entre autres, "Etudiants, ouvriers, unité". Des conducteurs de bus et de taxi de la ville ont débrayé symboliquement à Téhéran.

Dans la ville industrielle de Qazvin, environ 8.000 travailleurs se sont rassemblés au stade de la ville à 9 heures du matin. Les travailleurs chantaient "*travailleurs unissons-nous*" et d'autres slogans. Plusieurs interventions ont appelé à la fin des contrats précaires et à la sécurité de l'emploi, à l'accès aux soins et autres revendications.

<< ... Dans la ville de Tabriz, des centaines de travailleurs se sont rassemblés vers le bureau du travail, avenue Khomeiny à 11 heures. La forte présence des forces de sécurité était aussi visible à Tabriz avec plus de 40 véhicules de police qui entouraient le rassemblement des travailleurs.

Dans la ville d'Ahvaz, capitale de la province du Khuzestan, les ouvriers de l'usine Ahvaz Pipe se sont rassemblés devant le bureau du travail de la ville à 11 heures. Les ouvriers protestaient contre les salaires impayés depuis ces 13 derniers mois. Forte présence, là aussi, des forces de sécurité.

Dans la ville de Chiraz, les travailleurs, dont ceux du complexe d'emballage de viande et de l'Industrie des Télécommunications d'Iran, se sont rassemblés devant la demeure du gouverneur, sous forte présence des forces de sécurité. Il y avait plus de 2000 travailleurs. Les travailleurs des télécommunications protestaient contre le non-paiement de leurs salaires depuis 13 mois. Les ouvriers du complexe d'emballage de viande avaient une banderole où on pouvait lire "*Joyeuse Journée des Travailleurs Sans-emploi ; nous n'arrêterons pas tant que nous n'obtiendrons pas nos droits. Les ouvriers licenciés du complexe d'emballage de viande de Chiraz*".

On rapporte des affrontements avec les forces de sécurité dans les villes d'Ispahan, de Dastgerd et de Homayoun Shahr (province d'Ispahan).

Au Kurdistan, dans la ville de Sanandaj, un rassemblement a eu lieu au bazar principal où les gens se sont offerts des bonbons et où la déclaration des dix revendications des travailleurs a été lue. La journée des travailleurs a aussi été célébré dans la ville de [Sagez](#) où Mahmoud Salehi, un dirigeant ouvrier du Comité de Coordination pour la Création d'Organisations Ouvrières, a pris la parole.

(Suite de la page 5) **1^{er} Mai en Iran : Les travailleu ...**

et la quasi-totalité de la déclaration en dix points a été lue. Un ouvrier s'est précipité à la tribune et a dit : "Nous avons des problèmes. Nous sommes dans la misère. Nous, ouvriers de la construction, avons connu une année sans salaire et sans emploi. Nos femmes et nos enfants ont besoin de pain. Nous voulons que le ministère du travail et la direction de la maison du travail se penchent sur notre situation". Les forces de sécurité montaient la garde et le ministre du travail qui était supposé venir n'est pas venu. Abdolreza Sheikholeslami, le ministre du travail, participait à une réunion vendredi 30 avril dans la ville de Mashhad, où il n'a pas dit le moindre mot sur le travail. Après son discours, les travailleurs ont répondu par des protestations. Selon le site Kalame, un des ouvriers a déclaré : "Nous nous attendions à de meilleurs mots d'un ministre qui est sensé améliorer les conditions de travail, mais son discours n'a pas comporté le moindre mot à propos des ouvriers". Les étudiants de l'Université Ferdowsi de Mashhad se sont joints aux ouvriers en annonçant une grève de la faim pour soutenir les ouvriers en grève. Ils ont refusé de reprendre les cours pendant deux heures.

A Téhéran, environ 1.500 travailleurs se sont rassemblés devant le ministère des affaires intérieures où Ahmadinejad parlait avec des travailleurs du basidj préalablement sélectionnés. Les travailleurs criaient leurs revendications à l'extérieur pendant cette réunion.

Dans la ville de Qom, le coeur religieux de l'Iran, les ouvriers de l'usine de porcelaine Hamid sont allés à la réunion de la "Maison du Travail" à la mosquée Esghe Ali Hosseiniyeh où ils ont présenté leurs revendications malgré les tentatives des orateurs de les empêcher de le faire.

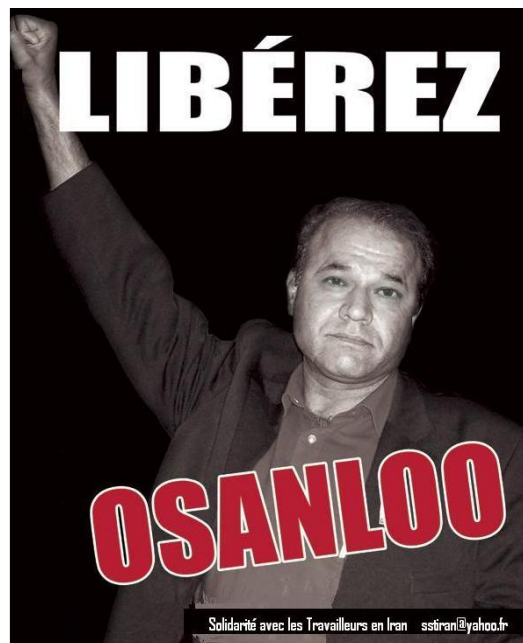
Des rassemblements sont aussi signalés dans d'autres villes comme à Seman et Hamedan•

Vive La solidarité internationale!

(Suite de la page 1) **Mansour Ossaloo condam ...**

... qui a été incarcéré plusieurs fois ces dix dernières années.

Récemment, sa femme avait fait la déclaration suivante à propos de son dossier porté au tribunal de Karaj : « Ils cherchent à construire une nouvelle affaire basée sur de faux témoignages d'autres prisonniers, comme par exemple le témoignage d'un témoin oculaire qui prétend qu'Ossaloo crée des problèmes en prison, alors que Ossaloo est un citoyen respectueux des lois. Je connais bien mon mari et je suis certaine qu'il n'a aucun intérêt à créer des problèmes. Je suis sûre de son comportement en prison. Malheureusement, ils sont déterminés à constituer un nouveau dossier contre lui pour le maintenir plus longtemps en prison•



Libérer Mansour Ossalou

et tous les prisonniers politiques !

Communiqué de presse d'Amnesty International



ACTION URGENTE

SYNDICALISTES IRANIENS DÉTENUS AU SECRET

Saeed Torabian et Reza Shahabi, membres de renom d'un syndicat non reconnu par les autorités iraniennes ont été arrêtés et sont détenus dans des endroits tenus secrets. Leur arrestation pourrait avoir un lien avec l'anniversaire de l'élection présidentielle, le 12 juin. Ces deux hommes risquent de subir des actes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements.

Saeed Torabian, chargé des relations publiques au sein du comité directeur du Syndicat de la régie des bus de Téhéran et de sa banlieue (Sherkat-e Vahed), a été arrêté chez lui le 9 juin, par des responsables de la sécurité qui lui ont également confisqué son ordinateur et son téléphone portable. Reza Shahabi, le trésorier du syndicat, a été arrêté le 12 juin. Lorsqu'il est arrivé sur son lieu de travail, il a été convoqué au siège de la régie des bus, où il a été arrêté par des responsables de la sécurité. Ils l'ont emmené chez lui, ont fouillé son domicile et lui ont confisqué son ordinateur.

Pour Amnesty International, il est fort probable que ces deux hommes soient des prisonniers d'opinion détenus uniquement en raison de leurs activités syndicales pacifiques ; l'organisation est préoccupée en outre par le fait qu'ils sont détenus dans des conditions s'apparentant à une disparition forcée, qui favorisent les actes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements.

L'Iran est État partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), dont l'article 22-1 dispose que « toute personne a le droit de s'associer librement avec d'autres, y compris le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer pour la protection de ses intérêts ». Le pays se doit également de respecter l'article 8 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui garantit « le droit qu'a toute personne de former avec d'autres des syndicats et de s'affilier au syndicat de son choix. »

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en persan, en arabe, en anglais, en français ou dans votre propre langue) :

- demandez aux autorités iraniennes d'indiquer immédiatement où se trouvent Saeed Torabian et Reza Shahabi ;
- demandez-leur de libérer ces deux hommes s'ils sont détenus uniquement en raison de leurs activités syndicales pacifiques ;
- appelez-les à veiller à ce que Saeed Torabian et Reza Shahabi soient protégés contre la torture et toute autre forme de mauvais traitement pendant leur détention, et à faire le nécessaire pour qu'ils puissent entrer en contact avec leurs proches et les avocats de leur choix, et recevoir des soins médicaux adaptés.

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Iran dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci•

Entretien Avec M. Mahmoud SALEHI

Monsieur Saléhi, parlez de vous à nos lecteurs :

- Je suis Mahmoud Saléhi, ouvrier boulanger, résident à Saghez. Actuellement, je suis membre de la direction du « comité de coordination pour la création des organisations ouvrières », membre du syndicat des ouvriers boulangers de Saghez ainsi que vice-président de la coopérative du logement des ouvriers de la ville de Saghez et de sa banlieue.

Quel est l'obstacle principal pour l'organisation des travailleurs en Iran et quel est le rôle des organisations légales ?

- En Iran, il est interdit de créer toute sorte d'organisation ouvrière, et les travailleurs n'ont pas le droit de s'organiser. Si les travailleurs se permettent de créer leurs organisations, soit ils seront conduits vers prison, soit ils seront licenciés immédiatement. De plus, aucun patron ne peut se permettre d'embaucher un ouvrier licencié en raison de leurs activités. Ces travailleurs licenciés ne toucheront aucune indemnité du chômage. Par ailleurs, en ce qui concerne les organisations légales existantes, leur rôle est d'approuver les décisions du gouvernement. Elles ne prennent jamais le parti des travailleurs et ne défendent jamais leurs revendications. Même, si des hommes soucieux et consciencieux se trouvent à la tête de telles organisations, en ayant détournés le filtre du service de sécurité de la direction du travail et des affaires sociales, ainsi que le ministère du renseignement, ils ne pourront plus se présenter une seconde fois et ne pourront plus être candidat. Donc, on peut diviser ces organisations en deux catégories :

La première catégorie doit approuver toutes les décisions gouvernementales et dans aucun cas, ils ne peuvent défendre les revendications des travailleurs, au contraire, ils sont obligés d'inciter les ouvriers à travailler plus et de participer aux cérémonies officielles du régime.

La deuxième catégorie, garde le silence et se ne prononce pas afin que leurs organisations restent à l'abri des attaques et de l'interdiction, ils croient qu'il vaut mieux un petit souffle que mourir. Bien entendu, parmi ces deux catégories, on peut toujours trouver des gens qui franchissent les lignes rouges, ce sont des communistes ou membre de komalah (une organisation militante en Kurdistan) ; Ces gens sont de bonne réputation et respectables, mais

l'Etat cause pas mal de problèmes pour eux, donc ils ne peuvent rien faire au sein des organisations officielles et toutes les chemins sont barrées à eux.

Qu'entendez-vous en disant « l'Etat cause pas mal de problèmes pour les activistes de bonne réputation et respectables » ?

- Bon, dans ce pays tous ceux qui parlent de la classe ouvrière et instruisent les travailleurs sur leurs intérêts sont considérés comme « éléments perturbateurs de l'opinion publique » et donc sont des criminels. Actuellement, la plupart des activistes ouvriers sont condamnés à des peines de prisons avec sursis, et en plus selon leur jugement, interdiction pendant 5 à 10 ans d'être embauché en tant qu'un ouvrier. D'ailleurs, les bureaux locaux du Ministère du renseignement convoquent régulièrement les ouvriers d'ordinaires et les mettent en garde sur les contacts qu'ils pourraient avoir avec les ouvriers activistes, sinon, les prisons et les licenciements les attendent...

Pourriez-vous citer quelques exemples concrets pour nos lecteurs ?

- Moi-même, Djalal Hosseini, et le représentant des ouvriers du Complexe de la Sucrierie Haft Tapeh, Chacun de nous a reçu un jugement qui nous interdisait pendant de 3 à 5 ans de participer aux rassemblements ouvriers ou d'être élu comme représentant des travailleurs.

(Suite de la page 8) **Entretien Avec M. Mahmoud SALEHI**

Avez-vous une proposition concernant le Code du travail en Iran ?

- Non, aucune. Car, dans notre pays, aucune loi n'est appliquée. De plus nous n'avons pas la possibilité de proposer d'amendement de loi ou la suppression d'un article. Ici, le Code du travail est adopté sans participation de représentant des travailleurs des patrons et des fonctionnaires d'Etat. Pour cette raison, l'adoption d'un nouveau code du travail n'a aucun sens. Dans aucun article du code du travail en vigueur, adopté en 1990, à l'exception de l'alinéa de l'article 27, il n'y a rien de prévu de sur le licenciement du travailleur. Mais, aujourd'hui nous sommes témoins de licenciements de dizaines d'ouvriers par jour. Donc, même le code actuel du travail n'est pas appliqué. Ce ne sont pas les responsables du ministère du Travail qui décident mais ceux du ministère du renseignement qui prononcent les sentences, et donnent leur opinion au sein des comités d'arbitrage et de conciliation.

Pouvez-vous donner des preuves concernant l'intervention des agents du renseignement?

- Je suis moi-même une des victimes des services du renseignement de la ville de Saghez. J'ai été licencié après dix ans de travail dans la même entreprise par l'ordre de l'antenne du Ministère du renseignement de Saghez, en collaboration du comité d'arbitrage et de conciliation, sans aucune indemnité de licenciement pour mes dix ans d'ancienneté. Le représentant du patron au sein du comité d'arbitrage avait rédigé un faux compte-rendu prétendant que j'avais donné mon accord au patron pour être licencié, et ensuite l'inspecteur du Travail l'a approuvé et j'ai donc été licencié. C'est un exemple personnel, mais ceci montre le rôle et la mission des responsables du ministère du travail, des patrons et de l'Etat. Le tripartisme, pratiqué dans le monde, ne peut pas donner un avis indépendant dans notre pays (même si personnellement, je n'admets pas le tripartisme et demande son annulation).

Qu'est-ce que vous attendez des organisations internationales comme l'OIT ?

- Nous n'attendons rien de l'OIT. Cet organisme fonctionne sous les ordres des Etats capitalistes. Les responsables de cette organisation sont choisis à l'assemblée générale et leurs participants ont l'aval de leurs gouvernements, même les représentants des travailleurs qui constituent un tiers de cette assemblée ne peuvent participer qu'avec l'aval du gouvernement de leur pays. Donc, L'OIT ne peut pas franchir les lignes rouges établies par les gouvernements. L'OIT n'a même pas pu faire les investigations et envoyer des émissaires aux pays membres afin de vérifier si ces pays respectent leurs engagements. Je déclare à haute voix que mon pays n'a même pas respecté un article de résolutions adoptées par cette instance.

Précisez vos propos quand vous dite l'OIT n'a pas pu enquêter pour vérifier le respect de ces résolutions dans les Pays membres ? L'OIT doit enquêter auprès de quel organisme ouvrier ?

(Suite de la page 9) **Entretien Avec M. Mahmoud SALEHI**

Donc, nous les travailleurs, n'attendons rien de l'OIT, et cette organisation remplit ses tâches qui servent les capitalistes. Les travailleurs sont face à eux-mêmes. Nous sommes contre toute exploitation et luttons pour la déraciner et continuerons à lutter. L'OIT doit aller vers les travailleurs afin de faire des enquêtes, et non auprès des organismes créés par les gouvernements.

Donc, l'OIT ne peut pas aider les travailleurs ?

- Non, Parce que ce n'est pas dans la nature de cette organisation d'aider les travailleurs. Il y a quelques années, lorsque le gouvernement iranien a réprimé des ouvriers de Khatoun-Abad, de Saghez, de la Compagnie de Transport (Vahed) de Téhéran et les travailleurs du Complexe de la sucrerie Haft Tape, l'OIT n'a pas levé un doigt et s'est tue. Face à tant d'injustices envers les travailleurs en Iran, elle a condamné à demi-mot le gouvernement iranien. Ce type de comportement ne peut pas être bénéfique pour les ouvriers.

Donc, qu'est-ce que l'OIT devrait faire ?

- L'OIT devrait au moins, défendre ses résolutions, et obliger les gouvernements des pays membres d'appliquer les résolutions et les conventions de cette organisation et dans le cas du non respect il faudrait réagir en suspendant ou en expulsant ces pays. Est-ce que l'OIT ne sait pas que les travailleurs du Transport de Téhéran (Vahed) et de la Sucrierie Haft Tapeh sont en prison et que leur seul crime est la création de leur syndicat ?

Les conventions de l'OIT ne sont-elles pas respectées dans votre pays ?

- Non, aucune !

Quel sont vos relations avec les organisations ouvrières des autres pays, et quels sont vos attentes vis-à-vis d'elles ?

- Par nature, nous avons de bonnes relations avec tous les travailleurs du monde entier. Si un jour, les travailleurs en Chine, en Allemagne, en France, en Inde, au Pakistan, en Malaisie ou en Iraq rencontrent des difficultés nous nous sentirons très proche d'eux, nous partageons leurs peines et leurs joies. En ce qui concerne leurs organisations, nous aimerions avoir des relations avec eux et profiter de leurs expériences. Ca ne veut pas dire que nous pensons comme eux, mais nous considérons les travailleurs quelque soit leurs organisations, comme une classe unique. En même temps, nous demandons à leurs organisations de remplir leurs missions. Par exemple, aujourd'hui en Iran les travailleurs sont emprisonnés en raison de leurs engagements et activités et doivent passer des années en prison. qu'est-ce que nous attendons de ces organisations? Si les grandes organisations des travailleurs et des syndicats, au lieu d'écrire des lettres de protestations, dans lesquelles elles exigent des gouvernements de libérer les travailleurs arrêtés, demandaient à leurs syndiqués et leurs membres de ne pas charger les marchandises destinés aux pays qui ne respectent pas les droits des travailleurs. Pouvez-vous imaginer les conséquences ? Cela créera le mécontentement des exportateurs qui feront pression sur leur gouvernement en avançant leurs pertes en millions de dollars, et ces gouvernements exerceront les pressions sur le gouvernement incriminé pour qu'il libère les travailleurs et respecte leurs droits de manifester. Tel est le devoir d'une organisation ouvrière, pas seulement d'envoyer des lettres de protestations ou publier d'un communiqué ... (Lire la suite page 14)

Echo d'Iran

N°. 11

La lettre de protestation du Syndicat SUD aux autorités de la République Islamique d'Iran



Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14

contact@solidaires.org

www.solidaires.org

Ambassade de la République islamique d'Iran

Mr. Mahmoud Ahmadinejad,
President of the Islamic Republic of Iran

Leader of the Islamic Republic: Ayatollah Sayed Ali Khamenei

Head of the Judiciary: Ayatollah Mahmoud Hashemi Shahroudi

Ambassador, Permanent Mission of the Islamic Republic of Iran to the United Nations Institutions in Geneva

Le 4 août 2010,

Messieurs,

Reza Shahabi, membre du bureau du Syndicat des Travailleurs de la Compagnie de Bus Vahed de Téhéran et Banlieue, a été arrêté sur son lieu de travail le 12 juin 2010 à 10 heures. Selon les rapports de Bamdad Khabar et des sources crédibles de travailleurs, Reza Shahabi, qui avait été en arrêt maladie ces derniers jours, a été arrêté et ramené chez lui. Après une perquisition, Shahabi a été emmené vers un lieu inconnu.

Reza Shahabi est le deuxième militant du Syndicat des Travailleurs de la Compagnie de Bus Vahed à être arrêté dans la période. Saeed Torabian, lui aussi membre du bureau du syndicat et chargé des relations publiques, a aussi été arrêté à son domicile par quatre agents de sécurité. Des agents se sont aussi rendus au domicile de Habib Rezapoor, militant actif du syndicat, mais à chaque fois, Habib n'était pas chez lui. Mansour Ossaloo, le président du syndicat, et Ebrahim Madadi, le vice-président du syndicat, sont aussi toujours en détention.

Les autorités avaient expliqué à la famille de Shahabi qu'ils penseraient à lui indiquer le lieu de détention de Shahabi. Or, elle n'a aucune information sur la situation de Reza Shahabi depuis son incarcération le 12 juin 2010.

Shahabi a appelé trois fois sa famille avant le 22 juin. Il ne les a pas du tout contactés ces deux dernières semaines. Lors de sa dernière conversation avec sa famille, il s'est plaint de douleurs au dos et au coup.

Sa famille est très inquiète de sa situation. Sa famille et son avocat ont fait une requête au bureau du procureur et au tribunal des droits civils mais n'ont eu aucune réponse de la part des autorités. L'Union syndicale Solidaires demande la libération immédiate de tous les militants syndicaux emprisonnés, et exige que des nouvelles de Shahabi soit donné très rapidement à sa famille•

L'appel de la C.G.T. d'Epinal



Cet appel, lancé par l'Union Locale CGT d'Epinal, peut être signé par toute structure syndicale (sections, syndicats, UL, UD, Fédérations...).

***Les signatures de structures syndicales doivent être renvoyées à l'UL CGT d'Epinal
UL-CGT 4 rue Aristide Briand BP 397 88021 Epinal Cedex ou ulcgtepinal@voila.fr***

Solidarité avec les syndicalistes et les travailleurs iraniens

État iranien, hors de l'OIT !!!

Depuis bientôt un an, les travailleurs et la majorité du peuple iranien se battent contre le régime dictatorial. Des milliers de manifestants et de militants ont été arrêtés et bien souvent torturés. Ils luttent pour la chute du régime mais aussi pour obtenir des droits syndicaux. Cet élan donne naissance à des syndicats clandestins ou semi-légaux comme celui des Transports Publics de Téhéran. Les autorités veulent donc briser cet élan démocratique

Le dimanche 9 mai, les autorités islamiques en Iran ont exécuté 5 militants : Ali Heydarian, Farhad Vakili, Shirin Alam-Houli et Mehdi Eslamian mais aussi Farzad Kamangar ancien porte parole du syndicat des enseignants du technique du Kurdistan, membre de la Ligue de Défense des Droits de l'Homme. Ces militants ont subi la torture la plus sauvage et ont été jugés dans des conditions caricaturales. Leur exécution est utilisée par leur régime comme un exemple. Pour autant cette stratégie sanguinaire n'a pas fonctionné.

Le 13 mai plusieurs organisations ouvrières clandestines ont appelé à la grève au Kurdistan iranien pour protester contre ces exécutions et empêcher l'assassinat d'une vingtaine d'autres militants menacés.

Cet appel à la grève a remporté un large succès dans les villes de la province, malgré l'état de siège instauré par les autorités. Les forces de l'ordre de la dictature ont essayé d'empêcher les manifestations, d'où des affrontements de plusieurs heures dans certaines villes. De nombreuses entreprises, écoles et universités étaient fermées dans la province. La majorité des commerçants se sont joints à cet appel. Cette mobilisation démontre que les travailleurs et la majorité du peuple iranien contestent la légitimité et la violence du régime en place.

Solidarité internationale

Mais la bataille pour le respect des libertés démocratiques et syndicales ne doit pas uniquement reposer sur nos camarades iraniens. Nous estimons que les organisations syndicales françaises et internationales doivent se joindre à ce combat et montrer ainsi une véritable démarche internationaliste.

Le 2 juin s'ouvrira à Genève une conférence de l'Organisation Internationale du Travail. Plusieurs organisations ouvrières iraniennes demandent depuis des années à l'OIT d'exclure l'Iran de la liste des Etats participants à cette institution internationale.

Comment accepter qu'un Etat qui ne respecte aucune liberté syndicale, qui assassine, viole et torture les militants syndicaux, puisse participer aux travaux de l'OIT ?

***Nous, organisations syndicales, demandons à nos représentants syndicaux à l'OIT
d'exiger l'exclusion de l'Etat dictatorial iranien de cette institution internationale***

En Iran quatre syndicats indépendants d'ouvriers ont publié un communiqué commun honorant le trente et unième anniversaire de la révolution de 1979. Voici la traduction en français de leur déclaration

Les revendications minimales des travailleurs

à l'occasion du trente et unième anniversaire de la révolution de février 1979

Trente et un ans ont passé depuis la révolution de février 1979. À ce moment-là des millions d'iraniens, pleins d'espoir pour une vie meilleure, ont pris les rues afin de briser le joug du despotisme et de la répression. Une grève générale s'est répandue dans tout le pays. A sa tête, les ouvriers de la National Oil Company, l'avant-garde de la classe ouvrière iranienne, ferment les robinets et arrêtent les oléoducs, accélérant la chute du régime despotique. Les masses chantaient « *Nos ouvriers du pétrole ! Nos dirigeants résolus !* » C'est ainsi que le pouvoir tombe dans les mains du peuple.

Le 11 février 1979, le jour qui marque la fin du despotisme, est le jour où les hommes et les femmes, jeunes et vieux, ayant subi la répression et l'injustice, se remémorent s'être embrassés les uns et les autres dans les rues, avoir pleuré de joie et avec des larmes dans leurs yeux, avoir attendu avec intérêt un futur libre et un avenir prospère.

Trente et un ans ont passé depuis ces jours glorieux pleins d'espoir de renaissance. Cependant, aujourd'hui pour des millions d'ouvriers et de salariés les sentiments d'espoir, les rêves et la gloire de ces jours là n'ont été transformés qu'en misère, dénuement, chômage, salaires impayées, suppression de subventions, pauvreté et agonie.

La vie continue. Et la population iranienne a toujours un désir ardent pour le changement. Elle n'a pas perdu l'espoir de vivre, le désir du bonheur, de la liberté et de la dignité.

Née de la lutte pour la démocratie, des grèves, des protestations, et de la lutte acharnée pour établir des organisations indépendantes, la classe ouvrière aujourd'hui ne lutte que pour son droit à survivre. Bon nombre d'entre nous sont en prison et leur seul crime est d'avoir essayé d'organiser les travailleurs pour une vie meilleure.

Mais les cellules de prison ne sont pas pour nous la fin de la route. Nous sommes les producteurs de la richesse et c'est nous qui faisons tourner les roues de la production. Nous avons derrière nous l'expérience historique de la grande grève générale des ouvriers du pétrole pendant la révolution de février 1979. Ayant cette expérience et forts de notre nombre, nous reformulons les meilleures et les plus humanistes aspirations de la révolution 1979. Aujourd'hui, après trente et un ans, nous exposons nos revendications minimales et nous exigeons la réalisation immédiate et sans conditions de toutes :

1. Reconnaissance sans conditions des organisations indépendantes de travailleurs, du droit de grève, du droit d'organiser des protestations, de la liberté de rassemblement, de la liberté d'expression, et de la liberté de s'associer à tout parti politique.
2. Abolition immédiate de la peine de mort, et libération immédiate et sans conditions de tous les militants ouvriers emprisonnés et ainsi que tous les autres activistes politiques
3. Augmentation immédiate du salaire minimum selon l'avis des travailleurs eux-mêmes par l'intermédiaire de leurs représentants réels et de leurs institutions indépendantes...

(Suite de la page 13) **Les revendications minimales des travailleurs ...**

4. Retrait du « Plan de Rationalisation de Subventions ». Les salaires impayés dus et en retard des salariés doivent être payés immédiatement sans aucune excuse.

5. Garantie de la sécurité du travail pour tous les travailleurs, abolition des contrats précaires et « blancs ». Transfert de tous les agents de gouvernement hors du lieu de travail, établissement d'un nouveau code du travail avec la participation directe des représentants des ouvriers élus dans leurs assemblées générales.

6. Arrêt des licenciements et de la mise en chômage des travailleurs. Tous ceux qui ont perdu leur travail ou qui ont atteint l'âge légal du travail doivent bénéficier d'une indemnité du chômage qui doit correspondre à une vie décente.

7. Nous réclamons l'égalité des droits des femmes et des hommes dans tous les aspects de la vie sociale et économique et demandons l'abolition de toutes les discriminations à l'égard des femmes.

8. Nous réclamons le droit à une vie aisée et sans souci économique pour tous les retraités et nous condamnons fermement toutes formes de discriminations en ce concerne le paiement des retraites.

9. Octroi à tous les enfants, indépendamment du statut social et économique de leurs parents, de leur genre, de leur nationalité, race et religion, d'une éducation et d'une sécurité sociale gratuite et identique.

10. Déclaration du 1er mai jour férié national et devant être inclus dans le calendrier officiel ; toutes les restrictions à l'égard de sa célébration doivent être levées•

(Suite de la page 10) **Entretien Avec M. Mahmoud SALEHI**

Croyez-vous que les organisations des travailleurs et les syndicats peuvent réagir ainsi?

- En lisant les déclarations des syndicats libres des travailleurs du monde en protestant contre les arrestations des ouvriers en Iran j'ai compris qu'ils comprennent 160 millions de membres. Ils sont surement engagés dans des syndicats et ces syndicats peuvent les orienter vers une grève. J'estime que la grève est une arme de la classe ouvrière pour obtenir ses revendications. A ma connaissance, les organisations ouvrières se proclament de la classe ouvrière mondiale et un de leurs slogans principaux est l'unité des travailleurs du monde. Ceux qui ne croient pas à la grève ne peuvent pas se réclamer de la classe ouvrière.

Les enseignants en lutte

Les enseignants iraniens sous le joug du régime islamique d'Iran sont confrontés à deux problèmes majeurs. D'une part, les rémunérations des enseignants sont aujourd'hui, comme à l'époque du Shah, parmi les plus faibles en Iran. L'augmentation des salaires ne suit absolument pas les cours de l'inflation. Aussi, leur pouvoir d'achat baisse jour après jour d'une manière catastrophique et les professeurs ne sont plus en mesure de joindre les deux bouts. La grande majorité des enseignants, comme les ouvriers, sont victimes d'une pauvreté toujours plus préoccupante.

D'autre part, ils sont face à un régime religieux, idéologique et fanatique. L'idéologie du régime est une main mise sur l'enseignement. Certes, ce phénomène est étendu à bien d'autres domaines mais dans l'enseignement, la logique n'est pas guidée par le savoir et la qualification mais bien par les liens de l'individu au pouvoir politico-idéologique.

Pour ces raisons, les enseignants arrivistes et fanatiques sont mieux payés et mieux lotis hiérarchiquement que des enseignants réfractaires. Et lorsque l'un d'eux ne s'adapte pas à l'idéologie dominante et rétrograde du régime, il doit en payer le prix cher : prison, torture ou encore pendaison.

Dans cette ambiance de domination, une personne sans savoir et sans diplôme adéquat peut accéder à plus de droits et à un salaire plus important qu'un professeur compétent. Dans ce contexte, le mérite et le savoir-faire ne sont pas pris en considération, seul compte l'asservissement au clergé.

Cet année l'Association des Enseignants d'Iran a profité de la « Semaine des Enseignants » qui s'est tenu du 19 au 25 avril 2010, pour protester contre les exécutions d'enseignants en organisant une grève de la faim. Le Secrétaire Général de l'Association des Enseignants d'Iran, Ali Reza Hashemi a appelé tous les enseignants à prendre part à cette action. Le mardi 21 Avril, les enseignants ont manifestés pour dénoncer les exécutions de leurs confrères et demander la libération de leurs collègues incarcérés comme Rasoul Dabaghi, Mohamed Davari, Hashem Khaksar, Abdoul Reza Ghanebari, Farzad Kamangar et Abdola Moumani.

En réponse, le régime a procédé à l'exécution de Farzad Kamangar et de quatre autres détenus. Abdoul Reza Ghanebari a été, quant à lui, condamné à mort sous prétexte d'avoir reçu et envoyé des e-mails.

Mehedi Farahi Shandize, enseignant et syndicaliste a été arrêté pour la énième fois, il est toujours en prison. Ali Akhbar Dabaghi, secrétaire de l'Association des Enseignants d'Iran et professeur à la retraite, est emprisonné depuis le 15 Avril. Il est atteint d'un cancer de la prostate et vit dans la souffrance par manque de soin dans le milieu carcéral.

La dernière lettre de Farzad Kamangar et extrait de son testament, syndicaliste exécuté le 9 mai

Dernière lettre de Farzad Kamangar, arrêtée en mai 2007, torturée, condamnée à mort et exécutée ce matin, dimanche 9 mai 2010, à Téhéran. Avec quatre autres prisonniers politiques kurdes, Farzad Kamangar a été exécuté en secret, le dimanche 9 mai à la prison d'Evin à Téhéran. Enseignant de 35 ans et membre du syndicat professionnel des enseignants kurdes, il a été accusé de « mettre en danger la sécurité nationale » et « inimitié envers Dieu ». Il vivait sous la menace de la peine de mort depuis Février 2008 suite à un simulacre de procès qui a duré moins de cinq minutes. En prison, Farzad a subi des tortures et des pressions psychologiques.



Farzad et ses élèves

«Je veux donner mon cœur rebelle à un enfant»

«Je m'appelle **Farzad Kamangar**, appelé **Syamand**, instituteur depuis 12 ans. Pendant l'année précédant mon arrestation, j'enseignais au collège technique de **Kamyaran**, étais membre du conseil d'administration du syndicat des enseignants techniques du Kurdistan et également le porte-parole de ce syndicat, jusqu'à l'interdiction de ses activités par le gouvernement.

Je faisais aussi partie de l'équipe de rédaction de la revue pédagogique **Rouyan** (la revue de l'éducation nationale au Kurdistan) jusqu'à ce que cette revue soit également interdite par les renseignements. J'ai également été membre de l'association de protection de l'environnement de Kamyaran (ASK). En 2005, lorsque la ligue de défense des droits de l'homme a commencé ses activités locales, j'y ai adhéré en tant que journaliste... En août 2006, je suis venu à Téhéran pour m'occuper de la santé de mon frère, un activiste kurde, et j'ai été aussitôt arrêté. J'ai été transféré à un sous-sol sans ventilation et sombre dont j'ignore l'adresse. Les cellules étaient vides et dépourvues de tout objet, lit ou couverture...

... Lors des interrogatoires, je recevais des coups de fouet sur tout le corps pour toute référence à mon identité kurde, ma religion (*sunnite, NDLR*) ou même à cause de la musique kurde que j'avais sur mon mobile. Ils me faisaient asseoir sur une chaise, déshabillé et les mains liées dans le dos et me donnaient des coups aux endroits sensibles du corps ou me menaçaient de viol et me harcelaient avec le bâton. Ma jambe gauche a été fortement endommagée pendant cette phase d'arrestation et j'ai même perdu connaissance à cause des coups reçus sur la tête et des électrochocs que j'avais subis et depuis mon réveil, j'ai des problèmes d'équilibre et des tremblements involontaires qui continuent jusqu'à ce jour...
(Il ira la suite page 16)

Echo d'Iran

N°. 11

(Suite de la page 16) **La dernière lettre de Farzad Kamangar et extrait de son testament...**

Au bout de quelques jours et de multiples sévices, j'ai été à nouveau transféré à la section 209 d'Evine, où j'ai été interrogé et battu dans une pièce au premier étage. Fin août, mon état de santé s'est aggravé à cause des tortures subies... J'ai passé les mois de septembre et octobre en solitaire et j'ai tellement subi de torture que j'ai fait une grève de la faim pendant 33 jours. Lorsqu'ils ont convoqué ma famille pour les menacer en ma présence, je me suis jeté du haut des escaliers pour mourir. Ensuite, encore un mois de solitude, sans visite ni de coup de fil. Et pas de droit de sortie pendant les trois mois en solitaire...

Début décembre, j'ai été transféré à la maison d'arrêt des RG de Kermânchâh, alors que je ne savais toujours pas de quoi j'étais accusé ! Là, ils m'ont déshabillé et battu encore une fois, puis m'ont donné des vêtements souillés et m'ont conduit, toujours en me tapant dessus... Avec deux ampoules qui pendaient du plafond et sans ventilation, la cellule semblait être une ancienne toilette froide qui empestait. Il y avait juste une couverture très sale. L'espace était si exigu (environ 1m60 x 50 cm) que je me cognais la tête au mur en me réveillant. Pour pallier le manque d'air, je collais mon visage par terre, à la fente de la porte où un petit courant d'air pénétrait. Ils tapaient sur la porte plusieurs fois par heure, pour que je n'arrive pas à dormir. Parfois ils éteignaient la lumière et me laissaient dans le noir...

Dans les quinze derniers jours de ma détention, j'ai été transféré à une cellule encore plus sale et très froide. J'étais insulté et battu tous les jours. Une fois, je me suis même évanoui après le coup que j'avais reçu aux parties génitales... Une nuit, ils m'ont déshabillé et m'ont menacé de viol. J'ai dû commencer à me taper la tête contre le mur pour les faire arrêter. Ils m'ont obligé à avouer avoir eu des relations sexuelles... J'entendais les plaintes et gémissements des autres prisonniers. Certains se suicidaient même. Mi-mars, j'ai été transféré à Téhéran, mais toujours sans droit de visite. Je subissais la pression psychologique, car ils menaçaient en permanence d'arrêter ma famille et continuaient à m'insulter...

Après une longue attente, mon dossier fut envoyé au 30e tribunal, en juin 2007. Mes interrogateurs disaient qu'ils demanderaient la peine maximale pour moi... Ils me détestaient pour ce que j'étais : **kurde, journaliste et militant pour les droits de l'homme**. Malgré toutes les pressions, ils n'arrêtaient pas...

Extrait du testament de Farzad Kamangar

«Alors que mes geôliers ont décidé de m'enlever la vie, je décide de donner mes organes aux personnes qui en ont besoin pour leur donner la vie.

Qu'elles soient au flanc du mont Sabalan, sur les rives de Karoun, dans le désert ou regardant le lever du soleil en haut de Zagros.



Appel à participer à une caisse de solidarité contre la répression syndicale en Iran

Les syndicalistes inculpés et leurs familles ont maintenant besoin de notre soutien !

En Iran la répression est toujours de plus en plus forte. Répondons par la solidarité, qui est un moteur essentiel de la lutte que chaque contribution aidera à faire exister. Une *caisse de solidarité* vient de se créer **et vous pouvez y participer !**

Face à la multiplication et accélération des répressions syndicales en Iran par le régime (emprisonnements, licenciements, salaires impayés et également grèves, manifestations, émeutes, occupations et etc.) les familles des militants syndicaux emprisonnés sont les premiers victimes des politiques de régime anti travailleurs de la République Islamique d'Iran. Le pouvoir ne peut répondre que par une répression de plus en plus forte à l'encontre des manifestants ou des militants syndicaux et politiques : provocations, répressions, violences policières, inculpations, procès et condamnations.

Face à cette situation très alarmante il n'est seulement logique mais nos devoirs de ne pas laisser tomber les personnes qui subissent cette répression et ses conséquences. C'est pourquoi, Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran s'est mise en place une **Caisse de Solidarité** pour aider les syndicalistes iraniens emprisonnés et leurs familles en difficultés.

Son fonctionnement s'effectue, sur le modèle des caisses de grève, de façon mutuelle et transparente avec les collectifs qui se sont déjà coltinés les conséquences de la répression en Iran. Il n'est pas question de supplanter les collectifs, mais de leur apporter une aide matérielle et leur permettre ainsi de consacrer plus de temps à l'organisation d'actions contre la répression.

Un compte spécial « **Caisse de Solidarité** » vient d'être ouvert sous la responsabilité de l'association SSTI. La SSTI est une association loi 1901 dont le but est de faire écho dans le monde de la lutte de travailleurs en Iran. Ce compte est alimenté par des prélèvements automatiques et des versements occasionnels. Un rapport d'activités et un reçu pour les impôts est envoyé à chaque personne qui en fait la demande.

La répression sera toujours plus forte si la solidarité reste divisée.

La solidarité est un moteur essentiel de la lutte que chaque contribution, aussi petite soit elle, aidera à faire exister.



BULLETIN DE RÉPONSE

A retourner à SSTI, 266, av. Daumesnil, 75012 Paris

Je fais un don spécial de euros à la Caisse de Solidarité
Règlement par chèque bancaire (à l'ordre de SSTI), ou virement postal mandat international.

Je choisis le prélèvement automatique et je remplis le formulaire ci dessous.

Prénom : Nom :

Adresse complète :

Tél, mail : Organisme (facultatif) :

FORMULAIRE DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

Je choisis la périodicité des prélèvements	<input type="checkbox"/> mois	<input type="checkbox"/> trimestre	<input type="checkbox"/> année
Je donne à Survie à chaque échéance :			
<input type="checkbox"/> 5 €, <input type="checkbox"/> 15 €, <input type="checkbox"/> 52 €,			
<input type="checkbox"/> Autre montant,€			
+€ à l'association "Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran"			
Soit un total " don " de :			
	<input type="checkbox"/>€	<input type="checkbox"/>€	<input type="checkbox"/>€
Je m'abonne à Echo d'Iran :			
France :	<input type="checkbox"/> 2 €	<input type="checkbox"/> 5 €	<input type="checkbox"/> 15 €
Étranger :	<input type="checkbox"/> 3 €	<input type="checkbox"/> 8 €	<input type="checkbox"/> 25 €
Montant total prélevé à chaque échéance :€€€

Autorisation de prélèvement :

J'autorise l'Etablissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si la situation le permet, les prélèvements ordonnés par le créancier ci-dessous.

En cas de litige sur mon compte, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'Etablissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend directement avec le créancier.

1. Merci de réécrire à vos coordonnées complètes

2. Indiquez les coordonnées de l'établissement qui tient votre compte.

3. Remplissez grâce aux informations figurant sur votre RIP, RIB ou RICE

Organisme créancier SSTI - 266 av. Daumesnil - 75012 Paris	
1. Titulaire du compte à débiter :	
NOM, Prénom	
Adresse	
Code Postal	Ville
2. Nom et adresse de l'établissement bancaire du débiteur :	
Etablissement	
Adresse	
Code Postal	Ville
3. Compte à débiter	
Code Etablissement	Code Guichet
N° de compte	Clé
Date :	Signature :

N'oubliez pas de dater et signer l'autorisation de prélèvement et de nous joindre un Relevé d'Identité Postal (RIP) ou bancaire (RIB)

Rassemblements à Paris contre la répression

Le 19 mai, un rassemblement a eu lieu à Paris devant l'Ambassade de la République Islamique d'Iran pour dénoncer les exécutions de cinq prisonniers politiques le 9 mai, les menaces d'exécution sur d'autres prisonniers, en particulier kurdes, et la libération de tous les prisonniers politiques. Environ 100 personnes ont participé à ce rassemblement.

Egalement le samedi 19 juin, en mémoire des victimes de la répression de juin 2009, dont Neda, pour la libération des prisonniers politiques et plus largement contre la répression en Iran et pour la liberté, un rassemblement a eu lieu à Paris. Environ 400 personnes ont participé à ce rassemblement

Les militants de partis politiques et d'associations de gauche, et en particulier ceux du NPA, PCF, SUD et CGT ont apporté leur soutien à ces actions et ont pris la parole pour affirmer leur solidarité avec la lutte en Iran et pour dénoncer la répression.

Des délégations d'organisations françaises, comme le PCF, le NPA, la CGT ou SUD Solidaires sont intervenues pour affirmer leur solidarité avec la lutte du peuple d'Iran•



Intervention au nom de la CGT



Intervention au nom de SUD Solidaires

Mobilisons-nous pour arrêter la machine de terreur du régime Iranien

✕

Je désire être informé-e des initiatives de *Solidarité avec les Travailleurs en Iran (SSTI)*

Je décide d'être affilié-e à SSTI

Prénom et nom (organisation) _____

Adresse _____

Téléphone, courrier électronique _____

Renvoyer à: *Solidarités Socialiste avec les Travailleurs en Iran*

<http://www.iran-echo.com>

Adresse : S.S.T.I, 266, av. Daumesnil, 75012 Paris

E-mail: sstiran@yahoo.fr

Frige omedelbart Reza Shahabi, medlem i bussförarnas organisation i Tehran!

Reza Shahabi, medlem i styrelsen i bussförarnas förening i Tehran, arresterades den 12 juni 2010 av den Islamiska regimen i Iran. Han sitter i fängelset Evin i Tehran. Vare sig anhöriga eller hans advokat har lyckats att få kontakt med honom.

Fortfarande sitter många arbetaraktivister i Iranska fängelser, deras "brott" är att de kämpat för sina rättigheter.

Folket i Iran har under det gångna året visat att de inte längre uthärdar den Islamiska regimen och deras omänskliga handlingar. De har starkt visat omvärlden att den islamiska regimen är en diktaturregim som berövar medborgarna alla rättigheter. Kampen i Iran pågår och alla sociala rörelser utvecklar aktivt sina krav och kampformer. Arbetarrörelsen, kvinnorörelsen och studenter har närmast sig varandra och ansluter sig mer och mer varje dag till en stark enighet vilken kan ge det slutliga svaret till problemet, den islamiska regimen.

Rätten att bilda arbetarorganisation, kräva bättre löner och arbetsvillkor, är arbetarnas självklara rättigheter som dock regimen bemöter med våld, massarresteringar och tortyr.

Omedelbar och villkorlös frigivning av alla arresterade och fängslade arbetare i Iran!

Frige Reza Shahabi omedelbart!

7 August 2010

Gotlands fria fackförening

dan.persson5@comhem.se

Iransk – Svenska arbetar solidaritets kommitté

isask@comhem.se

Göteborgs LS av SAC

goteborgs.ls@sac.se

Gotlands LS, Syndikalisternas, styrelse: Mats Bergquist

Olle Godenius, bussförare i Stockholm

Frige omedelbart Reza Shahabi, medlem i bussförarnas organisation i Tehran!

Stöduttalande från **Sundsvalls Syndikalistiska Ortsektion** – SSO (UmeåLS)

Detta är ett stöduttalande från **SSO** (UmeåLS) medlem av SAC- Sveriges arbetares centralorganisation.

Vi kräver ett villkorslöst och omedelbart frisläppande av vår kamrat Reza Shahabi ur fängelset Evin i Tehran och andra arresterade, fängslade arbetare, samt

kräver vi ett stopp för de kränkningar av arbetarnas rätt att organisera sig som nu sker.

Vi i **SSO** anser att alla arbetare i hela världen har rätt att på sin arbetsplats gå ihop och bilda en fackförening.

Vi samarbetar med alla krafter som kämpar för arbetares rättigheter där ingår rätten att organisera sig.

Vi i **SSO** arbetar för rätten att bilda arbetarorganisationer, kräva bättre löner och arbetsvillkor, vi anser att det är arbetarnas självklara rättigheter.

Vi kommer att följa detta ärende och Irans framtida agerande när det gäller arbetarnas organisationsrätt, tillsammans med andra aktörer.

SSO



Sundsvall Syndikalistiska Ortsektion

(Umeå LS)

Kontaktperson för SSO: Mattias Persson

**Workers of the world,
UNITE!**

Rättvisepartiet Socialisterna och Offensiv

We, Rättvisepartiet Socialisterna (the Socialist Justice Party, the Swedish section of the Committee for a Worker's International, CWI) and the weekly newspaper Offensiv, demand the immediate and unconditional release of Reza Shahabi and other imprisoned trade union activists in Iran.

We, together with other workers' organisations across the World, strongly demand that the Iranian Government ends its abuses and violations of workers' rights.

The introduction of genuine democracy and trade union rights to the Iranian society is urgently needed.

We are committed to continue to defend workers rights' to freedom of assembly, of association and expression, in Iran and elsewhere.

Per Olsson, Rättvisepartiet Socialisterna
The weekly newspaper Offensiv
Box 73, S-122 23 Farsta, Sweden



İran otobüs işçilerinin önderi Reza Shahabi serbest bırakılsın

2010-08-12 23:52

İran otobüs işçilerinin önderi Reza Shahabi serbest bırakılsın

İran'da İslami rejim muhaliflere yönelik baskı ve saldırılarını giderek artırıyor. İlericiler, devrimciler göstermelik mahkemelerin ardından idam ve hapis cezalarına çarptırılıyorlar. İslami rejim azınlıklar üzerindeki baskıları da artırdı. Son aylarda PJAK üyesi 4 Kürt devrimci ile bir Beluci politik mücadelede katıldıkları için idam edildiler.

İslami rejimin saldırılarından çok ağır koşullarda örgütlenen işçilerde nasiplerini alıyorlar. Gerici rejim işçilerin örgütlenmelerini engellemek için işçi önderlerini işkenceden geçirip cezaevlerine atıyor. Otobüs Şöförleri Derneği Yöneticisi 12 Haziran günü Tahran'da tutuklanarak işkence merkezi olarak bilinen Evin cezaevine gönderildi. O günden bu yana kendisinden haber alınmıyor. Ailesi ve avukatları aradan 2 ay geçmesine rağmen kendisi ile görüşemediler.

Shahabi ile dayanışmak amacıyla İsveç'te kurulu Gotland Özgür Sendikası ile İsveç-İran İşçi Dayanışma Komitesi bir kampanya başlattılar. Kampanyaya İsveç-Türkiyeliler Dayanışma Kültür derneği, Türk Kültür ve Sanat Derneği ve İsveç Alevi Kültür Merkezi de katılarak İran işçi sınıfı üzerindeki baskıların son bulmasını ve Shahabi'nin serbest bırakılmasını talep ettiler.

Murat Kuseyri/Stockholm

Shahabi ile dayanışmak için isask@comhem.se ile ilişki kurabilirsiniz

Stöduttalande från bussektionen BAS.

Detta är ett stöduttalande från sektionen BAS- bussarbetarna i Sundsvall, tillhörande fackföreningen SAC- Sveriges arbetares centralorganisation.

Vi kräver ett villkorslöst och omedelbart frisläppande av vår kamrat Reza Shahabi och andra arresterade, fängslade arbetare, samt kräver vi ett stopp för de kränkningar av arbetarnas rätt att organisera sig som nu sker.

Vi i BAS och fackföreningen SAC anser att alla arbetare i hela världen har rätt att organisera sig.

Vi kommer att följa detta ärende och Irans framtida agerande när det gäller arbetarnas organisationsrätt.

BAS-bussarbetarna i Sundsvall.

Sektionsansvarig: Jan-Erik Lindblom

Support Statement bussektionen BAS.

This supports the statement from Section BAS bus workers in Sundsvall, belonging to the union SAC Swedish Workers' Central.

We demand an unconditional and immediate release of our comrade Reza Shahabi and other arrested, detained workers, and we demand an end to violations of workers' right to organize is now happening.

We in the BAS and the union SAC believes that all workers throughout the world have the right to organize.

We will monitor this issue and Iran's future behavior with regard to workers' rights organization.

BAS-bus workers in Sundsvall.

Section Editor: Jan-Erik Lindblom

Solidaritetsafton med arbetarna i Iran

**Omedelbar och villkorlös
frigivning av Reza Shahabi
och alla arresterade och fängslade
arbetare i Iran!**

24 sep. 2010

Kl. 17.30

**Restaurang Parken Khazar,
Prostvägen 1, Solna**

Rapporter, solidaritetshälsningar, poesi

Iransk – Svenska arbetar solidaritets kommitté

isask@comhem.se

Arbetarföreningen för Jamal Cherag Veysi

info@ijcwa.com

Iran-Arbeiterbewegung-Info

Solidaritätsverein mit der Arbeiterbewegung im Iran – Hannover

✉Redaktion: iran.arbeiter.info@googlemail.com

Ausgabe 1 / Juli 2010

Verstärkter Druck auf Gewerkschaftsaktivisten

Khosrow Bukani, Mitglied des Koordinationskomitees zur Schaffung von Arbeiter-Organisationen, wurde am 1. Juli durch das Revolutionsgericht in Orumiyeh zu 2 Jahren Haft verurteilt. Er wurde am 17. Februar dieses Jahres durch die iranischen Revolutionsgarden wegen seiner Mitgliedschaft in diesem Komitee festgenommen und für 12 Tage inhaftiert.

Kaveh Golmohammadi, ein weiterer Aktivist und Mitglied dieser Organisation aus Kurdistan, wurde zu vier Monaten Haft verurteilt.

Saeed Torabian und **Reza Shahabi**, zwei Aktivisten der Vahed-Busfahrergewerkschaft, sind noch im Gefängnis. Torabian wurde durch die Sicherheitskräfte in seinem Haus verhaftet. Reza Shahabi wurde ebenfalls im Juni verhaftet. Dem Gewerkschafter wurde bisher nur ein kurzes Telefonat mit seiner Familie gestattet. Menschenrechts- und Demokratie-Aktivisten im Iran sind besorgt über die unklare Situation von Torabian und Shahabi und befürchten, dass sie schweren Belastungen ausgesetzt sind, um von ihnen falsche Geständnisse zu erzwingen. Torabian ist für die Öffentlichkeitsarbeit und Shahabi für die Finanzen der Busfahrergewerkschaft verantwortlich.

Mansour Osanloo, der Vorsitzende, und **Ebrahim Madadi**, sein Stellvertreter, sitzen bereits seit einigen Jahren unter dem Vorwurf der Handlungen gegen die nationale Sicherheit, im Evin- und Gohardasht Gefängnis ein.

Die Inhaftierung der Gewerkschaftsaktivisten wird auch in Sanandaj, Kurdistan fortgesetzt!

Der Arbeiteraktivist "Farzad Ahmadi" wurde am 29. Juni wegen mangelnder Fähigkeit, die Geldstrafe zu zahlen, erneut verhaftet. Er wurde am 11. August letzten Jahres in Sanandaj durch die Sicherheitskräfte des Regimes verhaftet und nach 20 Tagen Haft gegen eine Kaution von 23 Tausend Euro aus der Haft entlassen. Das Revolutionsgericht verurteilte ihn zu sechs Monaten Haftstrafe wegen Handlungen gegen die nationale Sicherheit. Er soll die Menschen zur Versammlung und Marsch gegen die Todesstrafe aufgerufen haben. Das Urteil wurde durch das Revisionsgericht in ca. 700 Euro Geldstrafe geändert.

Sieben Mitglieder des Koordinationskomitees zur Schaffung von Arbeiter-Organisationen wurden von dem Revolutionsgericht in Orumiyeh vorgeladen. Sie wurden am 23. Februar dieses Jahres festgenommen und nach 12 Tagen in Untersuchungshaft gegen eine Kaution von jeweils 8.000 Euro freigelassen. Nun müssen sie am 2. August vor dem Revolutionsgericht erscheinen.

Streiks und Proteste

30. Juni 2010

Streik der Stahl Fabrikarbeiter in Natanz, in der Nähe von Esfahan. Laut Berichten der Iran News Agency protestieren mehr als 650 Arbeitnehmer des Stahlwerks wegen nicht ausgezahlter Löhne der vergangenen drei Monate.

30. Juni 2010

Alborz Porzellan Fabrikarbeiter protestieren gegen die Schließung des Unternehmens und der Nichtauszahlung der Löhne der vergangenen sechs Monate. Die Arbeitnehmer protestieren wiederholt vor dem Ministerium für Industrie und dem Amt des Präsidenten des islamischen Regimes in Teheran.

03. Juli 2010

Pars-Metall Co. Fabrikarbeiter protestieren und kündigen weitere Proteste an. Sie fordern die Zahlung von fünf Monaten ausstehender Löhne und die Beendigung der Entlassung der Zeitarbeiter in dieser Firma. Pars Metal Co. produziert und vertreibt unter anderem Abwasserrohre und Formstücke für Gebäude, beliefert die Bergbau- Kupfer- und Stahlindustrie und beschäftigt 350 Arbeiter in diesem Bereich.

05. Juli 2010

TextilarbeiterInnen der Firma Naz-Nakh in Qazvin versammeln sich erneut vor dem Parlament in Teheran. Sie haben seit 6 Monaten keinen Lohn erhalten und leben unter unerträglichen Lebensbedingungen. Die Firma hat seit der Privatisierung vor 6 Monaten keine Löhne mehr bezahlt.

10. Juli 2010

Die streikenden Arbeiter des „Zhavah“ Staudamms: „Wir kämpfen weiter“. Die ArbeiterInnen des Staudamm Projekts "Zhavah" streiken zum wiederholten Mal und kündigen weitere Streiks an bis ihre Forderungen erfüllt sind. Die Arbeitnehmer des Staudamms in einem Vorort von Sanandaj fordern die nicht ausgezahlten Löhne der vergangenen 5 Monate. In diesem Bauprojekt arbeiten ca. 300 Arbeiter. Im März dieses Jahres wurden mindestens 15 von Ihnen ohne Auszahlung von ausstehenden Löhnen entlassen.

11. Juli 2010

Streik und Arbeitsniederlegung der Arbeiter der Schmiede Fabrik „Iran Traktor Industrie Services“. Die zweitägigen Streiks fanden aus Protest gegen nicht bezahlte Löhne und aufgrund folgender Forderungen statt: Festanstellung der Arbeiter, die mehr als fünf Jahre beschäftigt sind, Renteneintritt nach 20 Jahre Arbeit angesichts der Härte der Arbeit, Wiedereinstellung von entlassenen Arbeitern und die Wiederaufnahme der Fabrik unter der staatlichen Führung von „Iran Traktor Industrielle Maschinen“. Diese Fabrik ist vor einigen Jahren privatisiert worden.

12. Juli 2010

Nichtauszahlung der Löhne an Hunderte von ArbeiterInnen in zwei Weberei-Werken in Qazvin.

Veröffentlichten Berichten zufolge wurden seit der Schließung der Garn-Fabriken „Far-nakh“ und „Mah-Nakh“ in Qazvin im Februar dieses Jahres die Löhne der 600 Arbeiter dieser Fabriken für 6 Monate nicht bezahlt. Die beiden Werke sind die wichtigsten Textilfabriken in der Qazvin Provinz, die im Jahre 1992 mehr als dreitausend Menschen beschäftigten. Nach der Privatisierung wurden diese Betriebe von einer Krise heimgesucht, die wiederum zur Entlassung von Arbeitnehmern geführt hatte.

Zahlen & Fakten

02. Juli 2010

Die Revolutionsgarde übernimmt schrittweise das städtische Bus Unternehmen von Teheran und Umgebung „Vahed“. Berichte der „Menschenrecht und Demokratie Organisation in Iran“ zufolge werden viele Mitarbeiter des Unternehmens stark unter Druck gesetzt, kleine Abfindungsbeträge, ca.12 Tausend Euro für mehr als 20 Jahre Betriebszugehörigkeit, anzunehmen. Gleichzeitig sind die neuen Buslinien von Teheran und Umgebung stufenweise den Revolutionsgarden überlassen worden. Ebenfalls sind im Rahmen der Privatisierung viele Bußbestände des Unternehmens an Firmen verkauft worden, die den Revolutionsgarden zugehörig sind.

10. Juli 2010

Die Personalabteilung des Automobilherstellers „Iran-Khodro“ verkündet die Entlassung von mindestens 25 Prozent der ArbeiterInnen in verschiedenen Teilen des Unternehmens mit der Begründung, dies sei eine Folge der Sanktionen und dem steigenden Druck gegen das iranische Regime.

13. Juli 2010

Kontinuierlicher Anstieg der Arbeitslosenquote im Iran. Die britische Zeitschrift „The Economist“ berichtet über eine Arbeitslosen-Quote von 13.2 Prozent. Das islamische Regime bestätigte diese zweistellige Arbeitslosenquote. Offiziellen Statistiken zufolge nimmt die Arbeitslosenquote Jahr für Jahr im Iran zu. Die Prognosen weisen steigende Tendenzen für die kommenden Jahre auf, sodass diese Zahl in den nächsten zwei Jahren auf 15 Prozent steigen wird.

Wer sind wir und was bezweckt dieses „Info-blatt“

Das islamische Regime in Iran ist ein bestialisches, menschenunwürdiges System, das die Verletzung der Menschenrechte, Ausbeutung, Ausplünderung, Verhaftung und Erschießung der politischen Gegner auf der Tagesordnung hat. Voriges Jahr im Laufe der Massenproteste wurden Hunderte erschossen und Tausende verhaftet. Die Verhafteten wurden gefoltert und in vielen Fällen sogar vergewaltigt. Unter dem islamischen Regime leiden die iranischen Völker und alle freiheitsliebenden Menschen in Iran, besonders die Frauen, und vor allem die ArbeiterInnen.

Die Arbeiteraktivisten werden verfolgt, verhaftet, gefoltert und zu langen Gefängnisstrafen verurteilt. Zurzeit sind mehr als 50 Arbeiteraktivisten in den islamischen Gefängnissen. Unabhängige Gewerkschaften sind verboten. Ausstehende Löhne, sogar bis 12 Monate, sind keine Seltenheit – z.B. in der "Rohrfabrik" in Ahvas 13 Monate, "Parsniro" in Shiraz 9 Monate, "Bisotonchemie" in Kermanshah 10 Monate, in der "Porzellanfabrik Alborz" in Qazvin 9 Monate ... und es wird auch durch massive Ausbeutung versucht, die Arbeiter in

absolute Armut zu treiben. Regierungsberichten zu Folge liegt die Armutsgrenze bei 900.000 Toman monatlich (ca. 700€), wobei die Lohngrenze der Arbeiter durch das Arbeitsministerium auf 303.000 Toman (ca. 233€) festgelegt wurde, und dies auch nur auf Papier. In Wirklichkeit werden viele Arbeiter sogar unter dieser Grenze entlohnt. Als Beispiel bei "Mehrkam Pars" in der Stadt Karadj sind es ca.189€, bei "Kileh Shin" in Oshnawieh ca. 210€, bei "Etilen" in Zanzan ca. 201€, bei "Kia Baft" in Bijar ca. 130€.

Wenn Arbeiter gegen eine solche massive Ausbeutung und andere Schikanen der Arbeitgeber und der zuständigen Behörden, die grundsätzlich auf Seiten der Arbeitgeber stehen, protestieren, folgt in den meisten Fällen eine Reihe von Entlassungen und Verhaftungen. Trotz aller Repressalien protestieren die iranischen Arbeiter und führen auf verschiedene Weise einen anhaltenden Kampf gegen die Schikanen des islamischen Regimes.

Laut Monatsbericht von "Amnesty International", Sektion Iran, wurden in 2010 in dem Zeitraum vom 21. März bis zum 21. April 38.903 Menschenrechtsverletzungsfälle im Iran dokumentiert. Davon treffen **96 %** die ArbeiterInnen im Iran.

Die Solidaritätskomitees der iranischen Arbeiter (bestehend aus 11 Vereinen weltweit, außerhalb Irans) wurden gegründet, um die Arbeiterbewegung in Iran zu unterstützen. Dieses "Infoblatt" soll dazu dienen, die neuesten Informationen über die iranische Arbeitsbewegung publik zu machen, mit dem Ziel, dass der Kampf der iranischen Arbeiter für ein menschenwürdiges Leben auch von deutschen Gewerkschaften und freiheitsliebenden Menschen und Organisationen in Deutschland unterstützt wird.

Hoch die Internationale Solidarität!



Iran-Arbeiterbewegung-Info

Solidaritätsverein mit der Arbeiterbewegung im Iran – Hannover

✉ Redaktion: iran.arbeiter.info@googlemail.com

Ausgabe 2 / August 2010

<http://iran-arbeiterbewegung-info.blogspot.com/>

Themen in dieser

Ausgabe:

- Druck auf Gewerkschaftsaktivisten und ihre Familien
 - Streiks und Proteste
-
- Internationale Solidarität mit den iranischen ArbeiterInnen
 - Wer sind wir und was bezweckt dieses Infoblatt

Druck auf Gewerkschaftsaktivisten und ihre Familien

27. Juli 2010

Wie ITC, die Internationale TransportsarbeiterInnen Gewerkschaft berichtet, wurde Saeed Torabian, der für die Öffentlichkeitsarbeit der „Vahed- Busfahrergewerkschaft“ verantwortlich ist, im Juli 2010 nach 42 Tagen im Gefängnis gegen eine Kaution von 390 Tausend Euro aus dem Rajae Shahr Gefängnis in Karaj-Stadt freigelassen. Nach der Rückkehr zur Arbeit wurde ihm durch den Geheimdienst des Unternehmens mitgeteilt, dass der Disziplin-Rat über seiner Fehlzeiten während seiner Inhaftierung entscheiden muss. Auf der anderen Seite wurden seine Bankkonten für die monatlichen Gehaltseinzahlungen gesperrt. Herr Torabian verlangte eine Erklärung von der Bank. Ihm wurde mitgeteilt, dass das Revolutionsgericht drei Tage nach seiner Verhaftung eine Anweisung zur Sperrung des Bankkontos angeordnet hatte und dass das Entsperrn nur mit Zustimmung des Revolutionsgerichts möglich ist. Dieser Sachverhalt versetzt ihn und seine Familie in eine schwierige finanzielle Lage. Auf seine Anfrage zur Freigabe seines Kontos antwortete das Revolutionsgericht, dass er bis zur Verhandlung warten müsste, obwohl dieses noch keinen Verhandlungstermin genannt hat. Außerdem verweigerte das Informationsministerium die Rückgabe seiner persönlichen Sachen wie sein Mobiltelefon, Computer, Kamera, etc, die bei der Razzia in seinem Haus beschlagnahmt worden waren.

28. Juli 2010

Nach fast einem Monat der Verhaftung von Mohmoud Bagheri und Mokhtar Asadi, zwei Mitglieder der Lehrgewerkschaft im Iran, konnten ihre Familien diese nicht besuchen. Ihnen liegen auch keine Informationen über die Anschuldigungen für die Verhaftungen vor.

Laut Berichten der „Bamdad-News“ berichtete Hr. Mokhtar Asadi in einem kurzen Kontakt mit seiner Familie über seine Gesundheit. Er wurde am 29. Juni verhaftet. Mahmoud Bagheri, Mitglied des Vorstands der Gewerkschaft der Lehrer von Iran, wurde am 30. Juni vor dem Nachrichtendienst des Kultusministeriums vorgeladen und verhaftet. Er hatte bislang nur zwei kurze Kontakte mit seiner Familie.

Andererseits gibt es laut Berichten der „Kalame“ Website seit zwei Wochen keine Informationen über die Situation und den Zustand von Reza Shahabi, ein Verbandsmitglied der „Vahed- Busfahnergewerkschaft“, der seit 12. Juni dieses Jahres verhaftet worden ist.

1. August 2010

Laut Berichten der Organisation "Menschenrechte und Demokratie in Iran", ist Mansur Osanloo, der Führer der Gewerkschaft der Teheraner Busfahrer, zum zweiten Mal von der Abteilung 1 des Revolutionsgerichts vor Gericht gestellt worden. Osanloo wurden falsche Anschuldigungen wie „Kontakt mit Konterrevolutionären“ vorgeworfen, obwohl er seit 2007 inhaftiert ist. Sein Prozess fand von 9:00 bis 10:10 Uhr statt. Während des Prozesses wurde er anwaltlich nicht vertreten und sein Transfer zu dem Revolutionsgericht war seinen Anwälten nicht bekannt. Andererseits hatte Ahmadinejads Minister für Arbeit der ILO (international Labor Organisation) seine Freilassung zugesagt.

Zurzeit befindet er sich im Gefängnis Rajai Shahr in Karaj. Er leidet unter akuten Beschwerden wie Herzkrankheit, Rücken- und Augenbeschwerden. Bisher wurde er drei Mal von Gerichtsmedizinern untersucht und für haftunfähig erklärt. Danach hatte eine Ärzte-Kommission in seinem Bericht seiner Freilassung impliziert zugestimmt. Er wurde in den vergangenen Monaten mehrfach ohne Grund in Einzelhaft verlegt und wiederholt durch die Gefängnis-Mafia angegriffen.

„RAHANA“ (Human Rights House of Iran) berichtete am 11. August 2010, dass das Revolutionsgericht der Stadt Karaj Osanloo erneut beschuldigt, Propaganda gegen das Regime betrieben zu haben, und ihn zu einem zusätzlichen Jahr Gefängnis verurteilt hat. Das zusätzliche Haftjahr beginnt, sobald seine jetzige Haftstrafe in einem Jahr endet. Gegen das Urteil kann innerhalb der nächsten 20 Tage Widerspruch eingelegt werden. Seine Anwälte erklärten, dass sie das Urteil Widerspruch einlegen werden.

2. August 2010

"Rasul Badaghi" Vorstandsmitglied des Vorstands der Gewerkschaft der Lehrer im Iran, wurde zu sechs Jahren Haft verurteilt. Das Gericht warf ihm "Propaganda gegen das System und die Einberufung von Versammlungen und ein Komplott gegen die nationale Sicherheit" vor. Er wurde zu sechs Jahren Gefängnis und zu anschließenden fünf Jahren Entzug sozialer Aktivitäten, wie z.B. die Mitgliedschaft in Parteien, verurteilt. Badaghi wurde am 10. August vergangenen Jahres festgenommen und im Mai dieses Jahres wurde zum Rajai Shahr Gefängnis in Karaj transferiert.

5. August 2010

Laut Berichten der "Menschenrechte News Agency (HRA) " wurde Nasoor Naghi-Pour, ein Schichtarbeiter der Alborz Porzellanfabrik in Qazvin, nach seiner Inhaftierung von mehr als 110 Tagen wegen seiner Menschenrechtsaktivitäten von seiner Arbeitsstelle entlassen. Er war im März 2009 während der Offensive gegen die Menschenrechtsaktivisten, insbesondere gegen ehemalige Mitglieder der Organisation im Iran, im Haus seines Vaters in Qazvin verhaftet und in die Abteilung 2A der iranischen Revolutionsgarden überführt.

Er wurde gegen eine Kautions von 77 Tausend Euro vorübergehend freigelassen und wartet nun auf die Gerichtsverhandlung und die Einsicht seiner Akte.

Das Koordinationskomitee zur Schaffung von Arbeiter-Organisationen berichtet, dass nach dem Streik der Arbeiter des „Zhavah“ Staudamms wegen der nicht ausgezahlten Löhne der vergangenen 5 Monate, die Sicherheitskräfte und eine Sondereinheit die streikenden Arbeiter stürmten und vier von Ihnen verhafteten. Die Verhafteten heißen Asghar Shah Moradi, Afshin Ahmadi, Farid Admand und Hiva Soheili Far. Der Streik dauerte 12 Tage und endete durch den Ansturm der Sicherheitskräfte auf die Arbeiter. Die verhafteten Arbeiter sind auf Kautions freigelassen worden. Ihnen wurden mit Kündigung gedroht, wenn der Streik fortgesetzt würde. Aussagen einer der Arbeiter zufolge, zahlte der Arbeitgeber die ausstehende Löhne einen Monat an einige Arbeiter, was zur Spaltung unter den Arbeitern und schließlich zur Rückkehr der Arbeiter zur Arbeit geführt hat.

Reza Shahabi berichtete in einem ersten kurzen Telefongespräch am 15. August seiner Frau über die Verlängerung seiner Inhaftierung auf weitere zwei Monate. Ihm wurden aber keine besonderen Gründe genannt. Darüber hinaus erzählte Shahabi, dass er am 10. August in Abwesenheit seines Rechtsanwalts vor dem Revolutionsgericht erscheinen musste.

19. August 2010

Homayoun Jaberi, Arbeiter der Teheraner Busgesellschaft und Mitglied der Vahed Busfahrgewerkschaft, wurde zu einem Jahr Haft verurteilt. Er wurde am 1. Mai 2009 zusammen mit mehr als 150 anderen in Teheran verhaftet und zum Evin-Gefängnis gebracht. Monate später wurde er auf Kautions freigelassen. Nun nach über einem Jahr wurde er am 17.08. durch die Abteilung 36 des Teheraner Revolutionsgerichts zu einem Jahr Gefängnisstrafe auf Bewährung verurteilt.

Mohammad Tavakoli und Ali Saddeghi, zwei Mitglieder der Lehrgewerkschaft im Kermanshah, sind von der Abteilung eins des Kermanshaher - Revolutionsgerichts vorgeladen worden.

Ihre Akten sind seit sieben Jahren offen. Seit dem wurden sie mehrfach festgenommen und zuletzt gegen eine Kautions von 23 Tausend Euro aus der Haft entlassen.

Streiks und Proteste

16. August 2010

Die Arbeiter der Subunternehmer der Teheraner Metro haben seit drei Monaten keinen Lohn erhalten. Ebenfalls sind ihre Leistungsprämien und der Neujahrbonus aus dem Vorjahr noch nicht ausgeglichen worden.

Die Arbeiter des Stadtreinigungsdienstes der Stadt Mashhad haben seit 5 Monaten keinen Lohn erhalten. Die Arbeiter sind mit erheblichen Problemen bezüglich der Versorgung ihrer Familien konfrontiert. Einer der Arbeiter sagte: "Wir müssen uns für den Kauf von Brot und Käse Geld ausleihen."

Die Hundertzwanzig Arbeiter der Naz-Nakh Weberei aus Qazvin, die in einem dreitägigen Streik vor dem Parlament in Teheran gegen die Nicht-Auszahlung ihrer Löhne seit sieben Monaten protestierten, wurde die Auszahlung ihrer Forderung versprochen, wenn sie den Streik abbrechen würden.

Einem Bericht der „Iran News Agency“ zufolge, ist bis dato aber keine Auszahlung der Löhne erfolgt. Einer der Arbeiter sagte, "dass wir nichts zum Essen haben, keiner kümmert sich um uns." Die Arbeiter sind entschlossen, wieder nach Teheran zu fahren und für ihre Ansprüche kämpfen.

18. August 2010

Die Belegschaft der ITI (Iran Telekommunikation Industrie) der Stadt Shiraz haben seit siebzehn Monaten keinen Lohn erhalten. Nach Protesten der Belegschaft wurde ihnen am 29. Juli nur die ausstehenden Löhne und Gehälter für einen Monat ausgezahlt. Einer der Mitarbeiter sagte, dass der Großteil der Belegschaft aus gut ausgebildeten und qualifizierten Mitarbeitern besteht, die aufgrund der nicht ausgezahlten Forderungen in einer sehr schwierigen finanziellen Situation leben, was teilweise sogar zum Zerfall ihrer Familien geführt hat. "Wir sind 600 Mitarbeiter, die seit Monaten versuchen, zu bekommen, was uns zusteht, aber die Machthaber haben kein Ohr für uns."

19. August 2010

Laut Berichten der „Freien Vereinigung der iranischen Arbeiter“ sind die Bonro Company Arbeiter seit dem 14. August im Streik. Bonro ist an der Montage der Mercedes-Coupé Fahrzeuge beteiligt und beschäftigt 800 Arbeitnehmer. Die Arbeiter streiken wegen ausstehender Löhne von vier Monaten. Sie haben ihre Absicht bekundet, den Streik bis zum Erreichen ihrer Forderungen fortzusetzen.

Laut Berichten der "Menschenrechte News Agency (HRA)" sind Kian Tire Fabrikarbeiter am Donnerstag den 19 August in Protest gegen Nichtzahlung ihrer Löhne in den Streik getreten. Sie sperrten die Ausfahrtstore der Lagerhallen des Reifenwerks und verhinderten die Ausfuhr der Reifen aus der Fabrik. Laut einem der Fabrikarbeiter hatte der Arbeitgeber im Vormonat angekündigt, dass er mit der Auszahlung der Löhne, die um die 230 Euro liegen, anfangen wird. In einem Treffen der Arbeitgeber und Arbeiter am 21.08. in dem hiesigen Rathaus erklärten Arbeitgebervertreter, dass der Arbeitgeber kein Geld für die Löhne hat und diesbezüglich keine Versprechungen machen kann. Sie drohten an, dass, wenn die Tore der Lagerhallen nicht bis zum nächsten Tag geöffnet werden, die Sicherheitskräfte einschreiten werden.

23. August 2010

Laut Berichten der "Menschenrechte News Agency (HRA)" protestieren Hundert Arbeiter des Stahl Industrie Komplexes "Hormozgan Steel Complex (HOSCO)" in der Stadt von Bandar Abbas am Persischen Golf wegen ihrer ausstehenden Löhne und Sozialleistungen der letzten drei Monate. Die dreihundert Arbeiter dieser Fabrik haben seit mehr als drei Monaten keinen Lohn mehr erhalten. Diese Industrieanlage beschäftigt tausend Arbeiter und ist seit der Übergabe an Subunternehmer mit finanziellen Problemen konfrontiert. Die verantwortlichen haben versprochen, die ausstehenden Löhne in den nächsten 15 Tagen auszugleichen.

Internationale Solidarität mit den iranischen ArbeiterInnen

05. August 2010

Die britische Transport Gewerkschaft „RMT“ veröffentlichte in einer Pressemitteilung die internationale Kampagne für die Freilassung des Gewerkschaftsaktivisten Reza Shahabi. RMT weist auf die Umstände der Festnahme und die anhaltende Inhaftierung von Reza Shahabi und anderen festgenommenen Aktivisten im Iran hin und verurteilt die Festnahme und die neueste Welle von Schikanen gegen Gewerkschaftsmitglieder und Arbeiter im Iran. Die Gewerkschaft äußerte sich besorgt über die Situation von Reza Shahabi, festgehalten in der Abteilung 209 des Evin-Gefängnis, die als Folterkammer bekannt ist.

Ebenso forderten die schwedische „Socialist Justice Party“ mit dem Wochenblatt „Offensive“ am 11.08. 2010 und die „Gotland's Free Trade Union“ 07.08. 2010 die Freilassung von Reza Shahabi in Pressemitteilungen.

Die südfranzösische „Union Syndicale Solidaires“ unterstrich die Forderung zur Freilassung von Reza Shahabi und anderer Gewerkschaft- und Arbeiteraktivisten in einem Brief am 04.08.2010 an mehrere Instanzen der Iranischen Staatsgewalt.

Die spanische „CCOO's Trade Union Confederation“ verurteilt die Verlängerung der Haftstrafe von Osanloo und solidarisiert sich mit der „Vahed-Busfahrgewerkschaft“ in einem Schreiben, das von 30 Gewerkschaftsaktivisten unterschrieben wurde.

Wer sind wir und was bezweckt dieses „Info-Blatt“

Das islamische Regime in Iran ist ein bestialisches, menschenunwürdiges System, das die Verletzung der Menschenrechte, Ausbeutung, Ausplünderung, Verhaftung und Erschießung der politischen Gegner auf der Tagesordnung hat. Voriges Jahr im Laufe der Massenproteste wurden Hunderte erschossen und Tausende verhaftet. Die Verhafteten wurden gefoltert und in vielen Fällen sogar vergewaltigt. Unter dem islamischen Regime leiden die iranischen Völker und alle freiheitsliebenden Menschen in Iran, besonders die Frauen, und vor allem die ArbeiterInnen.

Die Arbeiteraktivisten werden verfolgt, verhaftet, gefoltert und zu langen Gefängnisstrafen verurteilt. Zurzeit sind mehr als 50 Arbeiteraktivisten in den islamischen Gefängnissen. Unabhängige Gewerkschaften sind verboten. Ausstehende Löhne, sogar bis 12 Monate, sind keine Seltenheit – z.B. in der "Rohrfabrik" in Ahvas 13 Monate, "Parsniro" in Shiraz 9 Monate, "Bisotun Chemie" in Kermanshah 10 Monate, in der "Porzellanfabrik Alborz" in Qazvin 9 Monate ... und es wird auch durch massive Ausbeutung versucht, die Arbeiter in absolute Armut zu treiben.

Regierungsberichten zu Folge liegt die Armutsgrenze bei 900.000 Toman monatlich (ca. 700€), wobei die Lohngrenze der Arbeiter durch das Arbeitsministerium auf 303.000 Toman (ca. 233€) festgelegt wurde, und dies auch nur auf Papier.

In Wirklichkeit werden viele Arbeiter sogar unter dieser Grenze entlohnt. Als Beispiel bei "Mehrkam Pars" in der Stadt Karadj sind es ca.189€, bei "Kileh Shin" in Oshnawieh ca. 210€, bei "Etilen" in Zanjan ca. 201€, bei "Kia Baft" in Bijar ca. 130€.

Wenn Arbeiter gegen eine solche massive Ausbeutung und andere Schikanen der Arbeitgeber und der zuständigen Behörden, die grundsätzlich auf Seiten der Arbeitgeber stehen, protestieren, folgt in den meisten Fällen eine Reihe von Entlassungen und Verhaftungen. Trotz aller Repressalien protestieren die iranischen Arbeiter und führen auf verschiedene Weise einen anhaltenden Kampf gegen die Schikanen des islamischen Regimes.

Laut Monatsbericht von "Amnesty International", Sektion Iran, wurden in 2010 in dem Zeitraum vom 21. März bis zum 21. April 38.903 Menschenrechtsverletzungsfälle im Iran dokumentiert. Davon treffen **96 %** die ArbeiterInnen im Iran.

Die Solidaritätskomitees der iranischen Arbeiter (bestehend aus 11 Vereinen weltweit, außerhalb Irans) wurden gegründet, um die Arbeiterbewegung in Iran zu unterstützen. Dieses "Infoblatt" soll dazu dienen, die neuesten Informationen über die iranische Arbeitsbewegung publik zu machen, mit dem Ziel, dass der Kampf der iranischen Arbeiter für ein menschenwürdiges Leben auch von deutschen Gewerkschaften und freiheitsliebenden Menschen und Organisationen in Deutschland unterstützt wird.

Iran-Arbeiterbewegung-Info

Solidaritätsverein mit der Arbeiterbewegung im Iran – Hannover

✉ Redaktion: iran.arbeiter.info@googlemail.com

Ausgabe 3 / September 2010

<http://iran-arbeiterbewegung-info.blogspot.com/>



Reza Shahabi

Themen in dieser

Ausgabe:

- Unterdrückung der Arbeiteraktivisten
 - Streiks, Proteste und Entlassungen
-
- Wer sind wir und was bezweckt dieses Infoblatt

Unterdrückung der Arbeiteraktivisten

27.08.

Der Arbeiteraktivist Assad Moludzadeh wurde in der Provinz "West Aserbaidschan" zu 5 Monaten Gefängnis verurteilt.

31.08.

"Reza Shahabi", ein Arbeiteraktivist und Vorstandsmitglied der Busfahrgewerkschaft Vahed, wurde vor 70 Tagen inhaftiert und tagelang gefoltert. Jetzt wurde er in Zelle 209 des Evin-Gefängnisses verlegt. Die islamische Regierung versucht ihn mit der Beschuldigung, Kontakt zu ausländischen Institutionen gehabt zu haben, zu verurteilen.

Nach 2,5 Monaten gibt es ein Lebenszeichen von Arbeiteraktivist "Behnam Ebrahim-Zadeh". Er wurde vor 2,5 Monaten verhaftet und bis dato versuchte die islamische Justiz, seine Verhaftung geheim zu halten. Auch er wurde in Zelle 209 des Evin-Gefängnisses

untergebracht. Es wurde ihm mitgeteilt, dass er gegen eine Kautions von 100 Millionen Toman (ca. 80,000€) bis zur Gerichtsverhandlung freikommen kann.

02.09.

Zwei Arbeiter der Zuckerfabrik Haft Tapeh, "Alireza Saidi" und "Behruz Malazadeh", wurden zu je einem Jahr Gefängnis verurteilt. Ihnen wird vorgeworfen, die islamische Führung beleidigt zu haben.

Streiks, Proteste und Entlassungen

28.08.

Die der Regierung nahestehende Zeitung "Saham News" berichtet: Ali Dehghankia, ein Vorstandsmitglied der "islamischen Räte" sagte: " Die Quote der Entlassungen der Arbeiter ist in diesem Jahr um 40% gestiegen" und " mehr als 90% der privatisierten Betriebe befinden sich an der Schwelle der Schließung".

29.08.

60 Arbeiter der Rohr- und Maschinenfabrik nahe Teheran sind heute entlassen worden.

Die iranische Nachrichtenagentur meldet: Heute versammelten sich 590 Arbeiter und Angestellte der I.T.I-Firma in der Stadt Shiraz in einem Protest vor dem Eingangstor und forderten die Bezahlung der seit 18 Monaten ausstehenden Löhne.

Die Iran Agentur meldet: 120 Arbeiter der Rohrfabrik in der Provinz Khusestan protestierten vor dem Eingangstor. Diese Arbeiter haben seit 17 Monaten keine Löhne mehr bekommen.

31.08.

Obwohl das iranische Neujahr bereits vor 5 Monaten anfang, haben die Arbeiter der "Golriz"-Betriebe in der Stadt Zanjan bis heute kein Neujahrgeld erhalten, was ihnen rechtlich zusteht. Außerdem verweigert der Arbeitgeber seit zwei Monaten die Auszahlung der Löhne.

Die Arbeiter der Porzellanfabrik Alborz in Qazvin haben seit 10 Monaten keine Löhne erhalten. Die Arbeiter versammelten sich vor der Fabrik und verlangten die noch ausstehenden Löhne.

01.09.

Die 220 Arbeiter der "Metall Industrie Irans" in Teheran haben seit 6 Monaten keine Löhne bekommen. Fast jeden Tag, so auch am 01.09., gibt es Arbeiterproteste vor der ???bereifabrik "Naznakh" in Ghaswin, weil die Arbeiter seit 6 Monaten keine Löhne erhalten haben.

Die Arbeitgeber der Firma "Syko Pars" in Pars haben vor, 600 Arbeiter Ende September 2010 zu entlassen.

Seit einigen Monaten haben die Arbeiter der Tunnel "Javan" in der Stadt Nossud keine Löhne mehr bekommen. Ungefähr 70 wütende Arbeiter versammelten sich vor dem Verwaltungsgebäude, protestierten und zerstörten durch Steinwürfe einige Fensterscheiben. Nach einigen Versprechungen seitens der Arbeitgeberseite wurden die Proteste dann beendet.

02.09.

Seit 3 Monaten haben die 500 Arbeiter der Pflanzenölfabrik in Sirjan keine Löhne mehr erhalten.

03.09.

Die Arbeiter von "Farnaz" in Qazvin haben seit 8 Monaten keine Löhne erhalten. Einige Arbeiterfamilien kämpfen inzwischen mit absoluter Armut.

04.09.

"Naghsch Iran" in Qazvin, eine produzierende Firma von Teppichboden usw. hat vor der Privatisierung 1200 Mitarbeiter gehabt. Jetzt sind dort nur noch 60 Arbeiter beschäftigt und sie haben seit 15 Monaten keinen Lohn erhalten

05.09.

80 Arbeiter der Haushaltsgerätefabrik "Ardel" protestierten wegen ausstehender Löhne im Betriebshof und vor den Vorstandsbüros.

06.09.

20 Arbeiter der Textilfabrik Derakhshan in der Stadt Qom wurden entlassen.

20 Arbeiter der Gabelstapler- und Kranfabrik Ilan in Teheran wurden entlassen

Die Arbeiter der Zuckerfabrik "Mamassani" haben seit 17 Monaten keine Löhne mehr bekommen.

07.09.

Die Arbeiter der Weberei Naz-Nakh in Qazvin protestierten zum wiederholten Mal wegen ihrer seit 8 Monaten ausstehenden Löhne.

Die Lehrkräfte aus mehreren Provinzen, die betriebsbedingt entlassen wurden, protestierten wiederholt vor dem Parlament.

Sie beschwerten sich, dass das Bildungsministerium sie entlassen hatte und jetzt die verrenteten Lehrkräfte wieder beschäftigt oder die Vollzeit-Lehrkräfte in zwei Schichten einsetzt.

Verzig Arbeiter Firma Parsian, ein Sub-Unternehmen des Kraftwerks von Sanandaj protestierten wegen ihrer seit fünf Monaten ausstehenden Löhne. Der Arbeitgeber hatte

ihnen eine Teilzahlung in Höhe von ca. 15 Euro vorgeschlagen. Sie lehnten den Vorschlag ab und drohten mit neuen Streiks, falls die vollen Forderungen nicht erfüllt werden.

08.09.

Die Arbeiter des Textilherstellers Kanaf-Kar in der Stadt Rasht haben seit 16 Monaten keine Löhne erhalten. Die Arbeiter versammelten sich vor dem Landtag und verlangten die noch ausstehenden Löhne.

Die Mitarbeiter der Telefongesellschaft haben seit 17 Monaten keine Löhne erhalten. Einer der Arbeiter sagte, dass sie für 14 Tage in den Zwangsurlaub geschickt wurden, um die Proteste zu verhindern.

09.09

Die Formenbauer der Metall und Elektrikarbeiter der Firma Parhun-Tarh in der Stadt Kermanshah legten die Arbeit nieder und forderten ihre seit fünf Monaten ausstehenden Löhne. Damit haben sie geschafft, den Arbeitgeber zur Auszahlung ihre Löhne zu zwingen. Es ist zu erwähnen, dass der Streik, der dreißig Schweiß- und Betonarbeiter der Firma Tage davor wegen seit ca. sechs Monaten nicht ausgezahlter Löhne durch Drohungen der Arbeitgeber beendet wurde.

10.09.

Eine Richtlinie, die von der Behörde für die administrative Gerichtlichkeit an alle produzierenden Einheiten ausgegeben wurde, erlaubt diesen, die Zuschläge für die schwere oder gefährliche Arbeit auszusetzen, wenn sie sich in einer wirtschaftliche Krise befinden oder die Produktion stoppen.

Die Arbeiter der Textilfabrik Krepp-Naz in der Stadt Kermanshah versammelten sich vor der staatlichen Melat Bank und forderten die seit vier Monaten ausstehenden Löhne ein.

12.09.

Die 850 Arbeiter der Bushersteller Shahab-Khodro haben seit fünf Jahren keine Lohnzuschläge mehr erhalten. Das erschwert ihre ohnehin schwere Finanzlage.

14.09.

Laut neuester Berichte des iranischen Statistiksamtes verloren 500 Tausend weibliche Arbeitskräfte im ersten Quartal dieses Jahres ihre Beschäftigung. Diese Arbeitslosenquote der Frauen im Vorjahr betrug 16,8 Prozent und stieg auf 25% im 1. Quartal dieses Jahres. 46% der Frauen zwischen 24 und 25 Jahre im Iran sind arbeitslos.

15.09.

Die ArbeiterInnen der Weberei in der Stadt Kashan haben seit 26 Monaten keine Löhne erhalten. Ihre wiederholten Proteste und Beschwerden bei den Behörden wurden bis jetzt ignoriert.

Berichten zufolge schikaniert und vertreibt die Polizei die einfachen Arbeiter, die sich in den Hauptstraßen in Teheran versammeln und nach einem Tagesjob suchen.

16.09.

Die Löhne der Arbeiter des Industriekomplexes Rafsanjan in der gleichnamigen Stadt wurden seit sechs Monaten nicht ausgezahlt. Darüber hinaus haben diese Arbeiter noch keine Zahlungen für das Neujahr und Zuschläge für das Jahr 2009-10 erhalten.

Hundert Arbeiter der Textilfabrik Puschineh-Baft-Alborz aus der Stadt Qazvin protestierten wegen ihrer seit elf Monaten ausstehender Löhne.

17.09.

Das Bildungsministerium unterdrückt die Lehrkräfte und Uniprofessoren und hat ihnen jedwedes Interview mit den Medien verboten. Das Ministerium hatte ihnen mitgeteilt, dass sie nur mit Medien, die in Verbindung mit dem Ministerium stehen, in Kontakt treten dürfen.

Berichten zufolge stehen 200,000 Arbeiter in der Traktorbau-Industrie vor der Entlassung, weil die Regierung Traktoren aus China, Indien oder Pakistan importiert.

18.09.

Ein Parlamentsmitglied hatte geäußert, dass mehr als 50% der Industrie im Iran entweder nicht produziert oder geschlossen ist.

Der Arbeiter des Automobilzulieferers Rio&Pride in der Stadt Share-Kord haben ihre Arbeit verloren. Der Grund hierfür lässt sich auf den wirtschaftlichen Boykott seitens Südkoreas zurückführen.

Die Beamten verlangen Schmiergeld von Straßenhändlern, um Standlizenzen zu erteilen.

20.09.

Die Arbeiter der Avand, einem Kunststoffhersteller in Quasvin, protestieren wegen seit 8 Monaten ausstehender Löhne.

21.09.

Die Angestellten des Parsa-Krankenhauses in Teheran haben seit 3 Monaten keine Gehälter erhalten. Hunderttausende Krankenschwestern arbeiten nur mit Zeitverträgen, obwohl ein erheblicher Mangel an Arbeitskräften besteht (ca. 30% Unterbesetzung).

Die Auszahlung der Rente für die Arbeiterinnen der Textilfabrik in Ghaem-shah wurde eingestellt.

22.09.

Die Firma Tablir, Straßen- und Tiefbau in Teheran, beurlaubte alle 2000 Mitarbeiter und hat zudem die ausstehenden Löhne für 2 Monate nicht ausgezahlt.

Den Krankenschwestern, die sich nicht gemäß der islamischen Gesetze kleiden und einen Zeitvertrag haben, wurde fristlos gekündigt.

Wer sind wir und was bezweckt dieses „Info-Blatt“

Das islamische Regime in Iran ist ein bestialisches, menschenunwürdiges System, das die Verletzung der Menschenrechte, Ausbeutung, Ausplünderung, Verhaftung und Erschießung der politischen Gegner auf der Tagesordnung hat. Voriges Jahr im Laufe der Massenproteste wurden Hunderte erschossen und Tausende verhaftet. Die Verhafteten wurden gefoltert und in vielen Fällen sogar vergewaltigt. Unter dem islamischen Regime leiden die iranischen Völker und alle freiheitsliebenden Menschen in Iran, besonders die Frauen, und vor allem die ArbeiterInnen.

Die Arbeiteraktivisten werden verfolgt, verhaftet, gefoltert und zu langen Gefängnisstrafen verurteilt. Zurzeit sind mehr als 50 Arbeiteraktivisten in den islamischen Gefängnissen. Unabhängige Gewerkschaften sind verboten. Ausstehende Löhne, sogar bis 12 Monate, sind keine Seltenheit – z.B. in der "Rohrfabrik" in Ahvas 13 Monate, "Parsniro" in Shiraz 9 Monate, "Bisotun Chemie" in Kermanshah 10 Monate, in der "Porzellanfabrik Alborz" in Qazvin 9 Monate ... und es wird auch durch massive Ausbeutung versucht, die Arbeiter in absolute Armut zu treiben.

Regierungsberichten zu Folge liegt die Armutsgrenze bei 900.000 Toman monatlich (ca. 700€), wobei die Lohngrenze der Arbeiter durch das Arbeitsministerium auf 303.000 Toman (ca. 233€) festgelegt wurde, und dies auch nur auf Papier.

In Wirklichkeit werden viele Arbeiter sogar unter dieser Grenze entlohnt. Als Beispiel bei "Mehrkam Pars" in der Stadt Karadj sind es ca. 189€, bei "Kileh Shin" in Oshnawieh ca. 210€, bei "Etilen" in Zanjan ca. 201€, bei "Kia Baft" in Bijar ca. 130€.

Wenn Arbeiter gegen eine solche massive Ausbeutung und andere Schikanen der Arbeitgeber und der zuständigen Behörden, die grundsätzlich auf Seiten der Arbeitgeber stehen, protestieren, folgt in den meisten Fällen eine Reihe von Entlassungen und Verhaftungen. Trotz aller Repressalien protestieren die iranischen Arbeiter und führen auf verschiedene Weise einen anhaltenden Kampf gegen die Schikanen des islamischen Regimes.

Laut Monatsbericht von "Amnesty International", Sektion Iran, wurden in 2010 in dem Zeitraum vom 21. März bis zum 21. April 38.903 Menschenrechtsverletzungsfälle im Iran dokumentiert. Davon treffen **96 %** die ArbeiterInnen im Iran.

Die Solidaritätskomitees der iranischen Arbeiter (bestehend aus 11 Vereinen weltweit, außerhalb Irans) wurden gegründet, um die Arbeiterbewegung in Iran zu unterstützen. Dieses "Infoblatt" soll dazu dienen, die neuesten Informationen über die iranische Arbeitsbewegung publik zu machen, mit dem Ziel, dass der Kampf der iranischen Arbeiter für ein menschenwürdiges Leben auch von deutschen Gewerkschaften und freiheitsliebenden Menschen und Organisationen in Deutschland unterstützt wird.

Hoch die Internationale Solidarität!

Appell zur Freilassung von Reza Shahabi, dem Arbeiteraktivisten!

In der Islamischen Republik Iran sind die unabhängigen Arbeiterorganisationen verboten!

Aber die ArbeiterInnen, die sich ihrer Rechte bewusst sind, kämpfen trotz der drohenden Gefahren seitens des berüchtigten iranischen Geheimdienstes, für Ihre Rechte und Organisation der ArbeiterInnen.

Reza Shahabi, Vorstandsmitglied und Schatzmeister der „Vahed-Busfahrergewerkschaft“ in Teheran und Umgebung, wurde in den Frühstunden vom Samstag, den 12. Juni 2010, durch Geheimdienstkräfte verhaftet. Zu der Zeit der Verhaftung war er krankgeschrieben und wurde von dem Unternehmensmanagement in die Zentrale bestellt und dort durch die Sicherheitskräfte der Islamischen Republik verhaftet. Sie nahmen ihn dann mit in sein Haus und durchsuchten es. Sie beschlagnahmten seinen Computer und andere persönliche Gegenstände und brachten ihn anschließend zu einem unbekanntem Ort. Nach Wochen in Ungewissheit erfuhr seine Familie endlich, dass er in die Sektion 209 des berüchtigten Evin-Gefängnisses transferiert wurde.



Bisher wurden die Aktivisten der „Vahed-Busfahrergewerkschaft“ mehrfach Zielscheibe der Angriffs- und Verhaftungswellen. Jetzt mit seiner Verhaftung befinden sich drei Mitglieder des Vorstands der Vahed-Busfahrergewerkschaft, d.h. Mansour Osanloo, Ebrahim Madadi und Reza Shahabi im Gefängnis.

„Der Solidaritätsverein mit der Arbeiterbewegung im Iran – Hannover“ mit den 10 anderen Solidaritätsvereinen der Arbeiter im Iran - Ausland (Solidaritäts-Ausschüsse im Ausland) haben vom 13.08-13.09.2010 eine Reihe von Veranstaltungen in die Welt berufen.

Wir verurteilen die Repressionen, Verhaftungen und den Druck auf die Arbeitnehmer durch die Islamische Republik Iran auf das Schärfste und erklären, dass solche bössartigen Taten

keinen Einfluss auf die Entschlossenheit der Arbeiterbewegung zur Schaffung von unabhängigen Organisationen und Bildung von Allianzen haben, um die Islamische Republik zu stürzen.
Wir fordern die sofortige und bedingungslose Freilassung aller politischer Gefangener und Gewerkschaftsaktivisten.

September 2010

Solidaritätsverein mit der Arbeiterbewegung im Iran – Hannover

Hoch die internationale Solidarität!

Germany, 4 sep. 2010



Liebe Freunde

Wir sind eine Gruppe von ArbeiterInnen des „Iran Khodro“ Werkes. Dieses Unternehmen ist der grösste Autohersteller des Landes Iran mit mehr als 30.000 ArbeiterInnen. Dazu sind mehr als 150.000 ArbeiterInnen in Subunternehmen des „Iran Khodro“ beschäftigt.

Diese Grussbotschaft an Sie wird in einer Situation geschickt, die wegen Unterdrückung, sind wir von jeder Freiheit und Gründung Arbeiterorganisationen entbehrt worden. Auf diesem Grund, es ist unmöglich eine Grussbotschaft in Namen der Arbeitervertreter oder mit unseren persönlichen Namen zu schicken.

Wir hofften, eine repräsentative Teilnehmerin an der internationalen Konferenz der Automobilarbeiter in Hannover zu senden. Aber in Anbetracht der Umstände in unserem Land leider nicht möglich wurde. Wir hoffen in den nächsten Konferenz teilnehmen zu können.

Lieber Freunde

Wir solidarisieren uns mit dem gerechten Kampf der Arbeiter in der ganzen Welt. Ihre Aktion in Anbahnung einer Konferenz wird zur Stärkung der Arbeiterklasse in Protest gegen die arbeiterfeindlichen Massnahmen der Unterdrücker beitragen.

Ihre Solidarität mit uns wird eine Beihilfe in vorantreiben unsere Kampf sein.

Die historische Einheit der Arbeiterklasse zeigt sich in gemeinsamer Resolution und Deklarationen und in gemeinsamer Auftreten am 1. Mai am Besten. Diese ist ein Zeichen der Solidarität der Arbeiterklasse miteinander und diese internationale Solidarität soll gegenseitig vereint und immer noch weiter bestehen.

Wir fühlen uns als ein Teil dieser grossen Bewegung. Wir begrüßen Sie und wir sind bereit für die Zusammenarbeit in Weiterführen unserer gemeinsamen Kampfes. Wir erwarten, dass Sie Ihre Erfahrungen auch an uns mitteilen.

Wir hoffen, dass unsere Forderungen, die ein menschenwürdiges Leben und Weg von jeder Unterdrückung und Furcht sind, in dieser Konferenz Aufmerksamkeit findet und in einer Resolution erfasst werden. Unsere unmittelbaren und minimalsten Forderungen in gegenwärtigen Situation sind:

- 1- Beenden der unmenschlichen Gesetze zur Unterdrückung, gewaltherrschaft und Verhaftungen
- 2- Abschaffung der Gefängnisstrafen für politische, Meinungsäußerung und gewerkschaftliche Tätigkeiten.
- 3- Die bedienungslose Meinungsfreiheiten, politische Äusserungen, Streik Proteste und Versammlungsfreiheiten.
- 4- Bedienungslose Freiheit für Gründung der Arbeiterorganisationen, ohne Erlaubnis von Arbeitgeber und staatliche Institutionen. Anerkennung und Akzeptierung der alle internationalen Arbeiterübereinkommen. Abschaffung aller arbeiterfeindlichen Institutionen von Arbeitsplätzen. Gerichtliche Verfolgung aller jene, die Arbeiterbewegung, sozial, Wirtschafts- und Familienrechte mit Füssen treten.
- 5- Abschaffung der Todesstrafe und die sofortige und bedienungslose Freiheit aller Arbeiteraktivisten und Verhaftete der anderen sozialen Bewegungen.
- 6- Aufhebung der Anschuldigung gegen alle verhaftete Personen der Arbeiterbewegung und andere soziale Bewegungen.

Eine Gruppe von Arbeiter Iran-Khordro

Iran – Teheran, 09.09.2010



Standing firm for Freedom of Reza Shahabi & All Imprisoned Workers!

London 20 aug. 2010



An Action Out of Incapacity!

Reza Shahabi, Saeed Torabian, Behnam Ebrahimzadeh and Alireza Akhavan were arrested!

Saeed Torabian the representative of the Syndicate of Workers of Tehran and Suburb Bus company- Shekate Vahed and a board member of the syndicate were arrested by the security officers of Islamic Republic of Iran right before his family members at his home. Three days later, on Saturday June 12th, 2010, Reza Shahabi, another board member of the syndicate was also arrested in the central office of Sherkate Vahed. The arrest of these two labour activists is happening while Mansour Osanlou - the president and Ebrahim Madadi – the vice president of the syndicate are still in prison.

Behnam Ebrahimzadeh, a worker of Poly Ethylene Tubing factory- Shoorabard, a suburb of Shahre Rey was arrested on Saturday, June 12th, 2010 in Tehran. He is a member of the “Committee to Pursue the Establishment of workers’ Free Organizations”. He was savagely beaten and remains in critical conditions in jail.

In June the 3rd, Alireza akhavan an activist from “Centre for Defence of Labor Rights” was arrested and incarcerated.

Solidarity Committees Abroad strongly condemn the detention of these activists. We demand the immediate and unconditional release of members of the board of directors of the “Syndicate of Tehran and Suburb Bus company- Shekate Vahed. We demand immediate and unconditional freedom of all political and labour activists!

Long Live International Solidarity!

Down With the Capitalist Islamic Republic of Iran!

June 13, 2010

Solidarity Committees Abroad

Joint Resolution for International Workers' Day (Labour Organizations of Iran)

May 1st is the day of international solidarity of the working class and a day for laborers to protest global poverty and inequality. On this day millions of workers around the world stop working, to conquer the streets and show their anger and disgust with the announcement of the numerous disasters that capitalism has inflicted on humanity, and scream for liberation from oppression and exploitation.

Resounding protest against the hardship of capitalism and inequality of workers will be heard all around the world on May 1st while prohibition of celebration of this day in Iran is in effect, and many organizing workers of the May 1388/2009 event have been convicted and imprisoned and subjected to heavy sentences. Labor leaders and activists are languishing in prison for defending their basic human rights.

Imposing such appalling lack of social rights for workers in conditions that in three decades of a capitalist system in Iran after the 1957 (1979) revolution, has reduced the minimum wage to a quarter below the poverty line and lack of timely payment of these wages and the firing of masses of workers, temporary contracts, have imposed hellish conditions on millions of workers families. Today more than ever to ensure the profitability of capital, factories are closed and subsidies cut in determination to cut the last threads of survival for millions of worker families and pour them into the pockets of investors.

But as we workers showed in the 1957 revolution as well as in recent years, we will not tolerate this misery and despite prison and repression will stand ahead with the people against violation of our most basic human rights and will not allow them to ruin our existence more. We are the main producers of all wealth and products in society and are entitled to human life in accordance with the highest standards of human life today.

In this context we also protest against circumstances since last Labor Day, since the masses in Iran have been exposed to suppression of their rights. We make the following demands and with immediate effect:

- 1 – We are free to organize – independent of the government and employers -to strike, protest, march, assemble and speak freely. This is our right and must be unconditional in recognition of the social rights of workers and the people of Iran.
- 2 – We see the plan to cut subsidies (by targeted subsidies) and the minimum wage of 303,000 Tomans as a gradual imposition of death of millions of working class families and demand immediate suspension of plans to cut subsidies and increase the minimum wage to one million Tomans.
- 3 – Workers wages in arrears are to be paid immediately and with no excuses. Non-payment of wages should be prosecuted as a crime and damages caused to the workers must be paid for.
- 4 – The Dismissal of Workers by any excuse must be stopped and those who are unemployed or have attained the age of employment and are prepared to work must be given suitable unemployment insurance until employed.

5 – We want to eliminate temporary contracts and the signing of blank contracts and demand employment security for all workers and wage recipients in accordance with the highest standards of health and safety. We demands the elimination of all state-created and cntrolled agencies from workplaces.

6 – We demand the eradication of the death penalty and the immediate and unconditional release of Ebrahim Madadi, Mansour Osanloo, Ali Nejati and all labor activists and other social movements and protestors from prison and a stop to the persecution against them.

7 – We condemn any aggression towards workers' and people's protests and view this type of freedom of expression as an irredeemable right of the public.

8 – We want to eradicate all laws that are discriminatory to women and to ensure full equality and the unconditional rights of women and men in all areas of social, economic, political, cultural and family life.

9 – We want all pensioners to enjoy a prosperous life without economic concern and to eliminate any discrimination in the payment of retirement pensions and benefits from their social security and health care.

10 – Child labor must be eradicated and all children must be entitled to educational facilities, health and welfare, independent of gender and race, religion, or social and economic status of their parents.

11 – We hereby announce our support for all emancipatory social movements, and strongly condemn arrest, trial and imprisonment of activists of these movements.

12 – We announce strong support for the demands of teachers, nurses and other working classes of society and consider ourselves their allies, and call for the immediate realization of their demands.

13 – We are part of the world's workers and strongly condemn the dismissal and imposition of any discrimination of Afghan migrant workers and other nationalities.

14 – We appreciate the international support towards workers' struggles in Iran and express our adamant support for all protests and struggles of workers throughout the world; we consider ourselves their allies. We more than ever before emphasize on international solidarity of working class as the path to liberation from the hardships of the capitalist system.

15 – May 1st must be declared an official holiday in the country and included in the official calendar and any restrictions regarding recognition of the anniversary of this day shall be abolished.

Long Live May 1st

Long live the international solidarity of workers

May 1, 2010

- Syndicate of Workers of Tehran and Suburbs Bus Company
- Syndicate of Workers of Haft Tappeh Sugar Cane Company
- The Free Union of Workers in Iran
- The Founding Board of Metal and Mechanic Workers' Syndicate
- The Founding Board of the Syndicate of Painters
- Association of Kermanshah Electrical and Metal Workers
- The Committee to Pursue the Establishment of Free Workers' Organizations
- The Coordinating Committee to Help Form Workers' Organizations
- Association for the Defense of Dismissed and Unemployed Workers of Saghez
- The Women's Council

Statement Number Two of the Organizing Council of the International Workers' Day's Ceremony -1389

International Workers' Day, the missing element of the struggle

Workers and freedom seeking people!

It's been eleven months since the new wave of people's protest against the Islamic Republic of Iran's oppressive actions, against despotism, inequality, dictatorship, oppression, poverty, corruption, ignorance, killings, imprisonment and forced exile. The struggle which seemed to have started under the pretext of protesting against the result of presidential election is rooted in the life of this establishment. From the very beginning, this establishment engaged in repression of economic and political demands and freedoms of people and workers and labour and socialist forces and other progressive groups, and used these repressive measures to plunder people's efforts and make profits from it.

The protest against the result of the presidential election soon changed to the opposition against the entire establishment and created a setting to critique and re-examine both factions within the ruling class. Many people, quite rightfully, used the new atmosphere to raise their voices against dictatorship, religious state, poverty and inequality and the inhuman conditions which have been imposed on the people. The reformist factions of the establishment hastily called the people's slogans "anti-system" and demanded a return to the Constitution and "Imam" ideas. The reality is that the interests and demands of the majority of people are very different from, and even contrary to, these reformists and their conservative competitors.

The lessons from these events: not only last year's events but also thirty years of the ruling of the Islamic Republic and the 1979 people uprising, must everlastingly teach us that our economic, social and political demands will not be realized by creating illusions towards any

of the factions within the capitalist system, neither a Islamic one which has emerged from theological schools nor the neo-liberal schools of thoughts from the US and the West.

We cannot and shall not wait for decent of an airplane or octopus like domination of any type of a leader with whichever clothing, slogan, deceit or claim. Our gaze shall be focused on organizing from below, by our own people, and based on our own economical-political and social demands. This is the great lesson which we should gain from our past and present.

International day of workers and the significance rooted in it is the key to resolving our puzzle.

The majority of people in our societies are wage and salary earners who sell their labour; these are workers, which, by performing manual or non-manual labour, produce all the wealth in our societies. Which democracy is greater and more comprehensive than a society that has enabled those who produce the riches lead the society as well?

The financial sources of capitalists were not created as the result of a sudden miracle. Without the labour power no value gets added to the capital. The existence of the capitalist system and capitalist states, whether an Islamic, liberal or monarchy, depends on its ability to continue exploitation by any means necessary. The functioning of all police, intelligence and judicial forces and war mongering is to safeguard the capitalist system and block the unity and organizing of the working class.

If all workers regardless of their trade and professions and being manual and non-manual consciously and collaboratively create their independent working class organizations the essence of the exploitative capitalist relations will be disintegrated. At the same time, the majority of members of our society, by achieving their rights and economic and political demands, will be able to create a real democracy, the ruling of the real majority.

Yes, the International Workers' Day, and the lessons that the working class has thought us through its bloody struggles, will show us the only path to the society's emancipation. People's protest against repression, inequality, poverty and despotism will have to result in the taking of power by people themselves. The formation of working class independent organizations is the only way to ensure that people's efforts and struggles would not lead to the empowerment of another capitalist faction. The only guarantee for the establishment of freedom and democracy is the creation of independent worker organizations in all trades and professions, an all-inclusive, powerful and united force that will defy any offensive against people's desires and demands.

Workers in factories, service workers, wage earners in companies and foundations, nurses, teachers, students, they all should form their independent organizations and the public at large needs to organize neighbourhood councils. The power within the unity of these organizations is a bullet that simultaneously aims two targets: It will dismantle the exploitative and tyrannical establishment; and it will not allow the power to be high-jacked by another regime; instead people's organized power will take over.

International day of workers contains all these lessons and solutions. For years, workers have been raising their Red flag and vociferously crying the meaning of this puzzle. International day of workers in 2010 has coincided with people's general tumult against oppression, tyranny, and dictatorship. Year 2010 is pregnant with possibilities for immense mass protests and workers' strikes. Elimination of subsidies, translates into elimination of people's

livelihood and basic economic capacities. The revenues accumulated through elimination of subsidies, will be spent to prop up the dominant militarism, and pay back shameful loans of World Bank and IMF.

Loans that have become expenses for Capitalists have led to economic growth of repressive military forces such as Guardians' Corps, and Basij militias, and an intensification of class differences, making very few extremely wealthy, using peoples' pockets to pay back their loans.

Even now there are signs of protests against elimination of subsidies, starting with non-payment of water, electricity, gas...bills

This year, workers' minimum wage approved by Supreme Labour Council (SLC) is 303,000 toman (about \$300.00) a month, which is a third of estimates for line of poverty, all based on regime's own estimate. SLC is composed of employers representatives (who set the levels for lowest wages), state's representative (who support Capitalists, and are themselves a major employer) and representatives from "Workers' House" and Islamic Labour Councils (which are totally anti-worker creations of the state). Even if genuine workers' representatives participate in SLC, they still would have only a minority in SLC and unable to stop states and employers' votes. In fact in this system (tripartism) workers don't even have an opportunity to price the commodity they're selling, their labour, whereas wages shall be determined by autonomous workers' organizations.

In such times, people and workers are asked to "double their efforts!" Demands are made from workers who cannot even work their own long hours, and after working two or three jobs, still can't manage to pay their bills.

In another attempt to attack people's basic liberties, and instituting an atmosphere of fear and intimidation they implement the project for "social security". We believe freedom is one's attire, and people's relations are basic parts of a decent life and human rights.

The best reaction to such aggressions towards people's lives and assets, and their meagre earnings, are organized protests, through peoples' and workers' created organizations. Within the labour movement efforts to create autonomous organizations has been under way for some years now. It is precisely for this reason that Capitalist system of the Islamic Republic are attacking labour activists and leaders. A great number of labour activists and leaders in the past few years have been the target of anti-worker Islamic Capitalism, including Mahmoud Salehi (in Saghez), Ebrahim Madadi and Mansour Osanloo (The Syndicate of Vahed Workers) and their colleagues, Ali Nejati and his other co-workers (of the Haft Tapeh Workers' Syndicate) and many other labour activists and teachers ... but such attacks have not stopped the movement.

Because of all the reasons mentioned above on May 1st, 2010 (Saturday 11th of Ordibehesht 1389) most important goals and demands of people and especially the workers will be expressed in our slogans everywhere. The aim of us, the workers, shall be to project and struggle for these goals and demands not only on May 1st but on all occasions through an indefatigable effort.

1 – We demand the immediate and unconditional release of all political prisoners (including worker prisoners and teachers, students, child rights activists, journalists) and all prisoners of

conscience and as well as those imprisoned following recent events. Protest and freedom of expression are among the basic and inalienable rights of the people. All judicial sentences for political-social activists and workers are to be cancelled and prosecution against them ceased.

2 – Freedom to form independent working class organizations and parties, freedom of association, and right to protest, strike and freedom of press and expression and thought are our absolute human rights. We will not stop our struggles for the freedom to exercise these rights.

3 – The determination of 303,000 tomans as a minimum wage by the Supreme Council of the labour, when the poverty line as announced by several official institutions is 900,000 tomans, is a sign of the endless thirst of a capitalist system to exploit more workers and wage earners to maximize profit. We want the minimum wage to be announced by the representatives of independent worker organizations and their independent organizations based on a dignified and humanitarian life.

4 – We go up against anti-human, barbaric and profit-based plan of the removal of subsidies (targeting the goods' subsidies) that is nothing but complaisance to serve the interests of domestic and global capitalism. We will not stop any strike and protest and are inviting the public to widely protest against these anti-people action.

5 – We emphasize the necessity of providing retirees with the basic needs for a dignified life, and want the elimination of all modern slavery systems and its methods, including the signing of blank contracts and temporary contracts.

6 – We want all members of society to benefit from free education, health care and public services.

7 – Other social movements like women's and children's rights movements and the student movement are our allies, and we consider any offense towards them, an attack towards workers' movement and an invasion of human dignity of the majority of our society.

8 – We support migrant workers, including Afghan immigrants in Iran, and count ourselves in the international fight in support of the needs and demands of all workers of the world. We also demands that May 1st be recognized as a national holiday without restriction on ceremonies of all kind on this day.

Long live international solidarity of the working class

**The Organizing Council of the International Workers'
Day's Ceremony -1389**

(1may1389@gmail.com) April 28th.2010

The Organizing Council of the International Workers' Day's Ceremony of 1389 (2010) taking into consideration various times and locations, while inviting other individuals and groups whom had suggested other places due to delay in announcing the program and lack of cohesion for a predetermined program, announces that we workers, independent of any demands and programs affiliated with any political group will come together with our slogans on Saturday, May 1st, and shout our demands, including the above eight demands).

International Workers' Day celebration: Tehran, 5 pm, Freedom Street, in front of the Ministry of Labour, followed by a march towards Revolution Square, (crossing Khosh St., Rudaki St., Navab St., Eskandari St., Jamalzadeh St. and the Revolution Square) and in other cities in front of the Ministry of labour offices or other places and times determined by workers themselves.

“Solidarity committees in Support of workers in Iran- Abroad”

Who we are?

The Solidarity Committees in Support of workers in Iran – Abroad (Solidarity Committees Abroad), were formed 5 years ago as an outcome of a new uprising in the working class movement in Iran. They are active in more than 10 countries worldwide. The formation of The Syndicate of Workers of Tehran & Suburbs Bus Company, the Syndicate of Workers of Haft Tapeh, the Syndicates of Painters, Tire and Rubber Industries and Auto Makers in Iran was the encouraging point for worker activist abroad.

Moreover, the formation of “The Coordinating Committee to Help Form Workers’ Organizations” and “The Committee to Pursue Founding of Free Workers’ Organizations”, have made us more determined in our march towards workers' self-emancipation.

Our main goal is to defend their demands and to gain the international support for their struggles against the Islamic Regime and its institutions such as Islamic Labour Party, Islamic Labour Councils, and the Islamic Workers’ House.

The main characteristic of these solidarity committees is the high cooperation among different tendencies in the labour movement. The committees’ autonomy is guaranteed in their decision making, their active participation in the local struggles and their formation in different cities and/or countries. We have organized three general annual gatherings in the past three years in Germany and Sweden.

For the past 5 years we have been actively involved in organizing international campaigns in England, Germany, Australia, France, Sweden, USA, and Canada in defence of the leaders of the labour movement in Iran, including our successful

campaign for freedom of Mahmoud Salehi, Ali Nejati, and our ongoing campaign for the freedom of Mansour Osanlo, Ebrahim Madadi, Khosrow Boukani, Reza Shahavi, Saeid Torabian, and other social movement's activists. We had fund raising events to support workers' organizations in Iran.

We believe in self-emancipation of the working class and have firm stand against any intervention by any imperialist state and their allies such as "The American Centre for International Labour Solidarity", so called "Solidarity Centre"

We have also actively participated in supporting the struggles of workers in Turkey, Colombia, Mexico, Irak and Gemany, as well as the trade unions and syndicates, the socialist and progressive parties in their struggles against the capitalists and their governments. We are a dominant part of the campaign to evict the Islamic Regime from ILO.

We, hereby, invite all labour organizations and progressive political parties to defend the struggles of working class in Iran, to support them to form their free and independent mass organisations and to gain their right to organize and right to strike.

Solidarity Committees In Support of Workers in Iran – Abroad

nhkommittehmahangi@gmail.com

Solidarity Committee with Iranian Workers Movement- Australia
Committee in Support of Workers in Iran – Toronto, Canada
Committee in Defense of Iranian Workers – Norway
Committee of Socialist Solidarity with Iranian Workers – France
Association of Solidarity with Iranian Workers – Frankfurt and Suburb, Germany

Association of Solidarity with Iranian Workers – Hanover, Germany
Iranian and Swedish Workers' Solidarity Committee- Sweden
Association of Solidarity with Iranian workers, Guttenberg ,Sweden
Jamal Cherq-Veisi Worker Association
Workers Solidarity Network

Iranian left Alliance – Washington, USA

Association of Solidarity with Iranian and Canadian Workers

proletarianunite@gmail.com
toronto_committee@yahoo.ca
cdkargari@gmail.com
sstiran@yahoo.fr

kanoonhf_2007@yahoo.de
kanon.hannover@yahoo.de
isask@comhem.se
kanounhambastegi@gmail.com
info@ijewa.com
iranwsn@fastmail.fm
leftalliance@yahoo.com
kanonhambastagi@gmail.com

Workers bulltien